

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2558

9 novembre 2007

### SOMMAIRE

Agave S.A. ....	122752	Financière V.P.I. ....	122761
Alsace Saveurs S.A. ....	122776	Flying Events S.à r.l. ....	122742
Amesys Benelux ....	122752	Fortifer S.A. ....	122741
Artware Benelux ....	122752	Hoffmann Investment S.A. ....	122738
Asal S.A. ....	122780	Interportfolio II ....	122739
Atech Corporation S.A. ....	122781	Jung Country S.à r.l. ....	122782
Atex Finance S.A. ....	122781	Mantra International S.à r.l. ....	122741
Balouis Trading S.A. ....	122782	MEAG Luxembourg S.à r.l. ....	122762
Blue Moon Investments ....	122742	Noumismo Investments S.à r.l. ....	122740
Blu Investments S.A. ....	122783	Oberrheinische Beteiligungsgesellschaft für das Verlagswesen S.A. ....	122752
Cabrillo Capital I S.à r.l. ....	122778	Opera Investment S.A. ....	122742
Canford Holding S.A. ....	122753	Orchis Trust International S.A. ....	122739
Carmel Capital II Sàrl ....	122779	Prointent S.à r.l. ....	122783
Carmel Capital IV Sàrl ....	122780	Simmetria Participations S.A. ....	122777
Cegedel Net S.A. ....	122777	SLATS Global and International S.à r.l. ....	122744
Cegedel Net S.A. ....	122779	Summa Gestion S.A. ....	122740
Cranjo Holdings S.à r.l. ....	122754	Toyfin S.A. ....	122784
Culinart S.à r.l. ....	122778	Waterfall Finance S.A. ....	122763
East Europe S.A. ....	122753	Worldwide Marketing Holding S.A. ....	122778
Exterius Luxembourg S.A. ....	122738	Young Energy Prize S.A. ....	122740
Fidicor S.A. ....	122762		

**Exterius Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 68.442.

Extr

du 12 septembre 2007

1. La société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. a démissionné de son mandat d'administrateur.

2. Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 septembre 1970, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2012.

3. Monsieur Eric Magrini a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 14 septembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour EXTERIUS LUXEMBOURG S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121700/29/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01270. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140298) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Hoffmann Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 85.483.

E

2007

1. Les mandats d'administrateur de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A., de la société anonyme EURO MANAGEMENT SERVICES S.A. et de la société à responsabilité limitée UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l. venus à échéance n'ont pas été renouvelés.

2. Monsieur Eric Magrini, administrateur de sociétés, né le 20 avril 1963 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

3. Monsieur Philippe Toussaint, administrateur de sociétés, né le 2 septembre 1975 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

4. Monsieur Pietro Longo, administrateur de sociétés, né le 13 septembre 1970 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

5. La société anonyme FIDUCIAIRE INTERNATIONALE S.A., R.C.S. Luxembourg B 34.813, avec siège à L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis, a été reconduite dans son mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

6. Monsieur Eric Magrini, préqualifié, a été nommé président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 26 septembre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour HOFFMANN INVESTMENT S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121726/29/32.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01285. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140230) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Orchis Trust International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 42.314.

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement en date du 13 juillet 2007 a appelé aux fonctions d'administrateur Monsieur Cornelius Bechtel et Monsieur Sinan Sar, tous deux ayant leur adresse professionnelle au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg en remplacement de MONTEREY SERVICES S.A. et UNIVERSAL MANAGEMENT SERVICES S.à r.l., administrateurs démissionnaires. Leur mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Lors de cette même Assemblée, le mandat de l'administrateur:

Monsieur Gérard Birchen, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg  
a été renouvelé pour une période d'un an qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008.

Le mandat du Commissaire aux comptes:

COMCOLUX S.à r.l., 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Villa Bofferding, L-1331 Luxembourg  
a été également renouvelé pour une nouvelle période d'un an qui prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2008,

Le conseil d'Administration se compose désormais comme suit:

- Monsieur Gérard Birchen, Administrateur
- Monsieur Cornelius Bechtel, Administrateur
- Monsieur Sinan Sar, Administrateur

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 septembre 2007.

*Pour ORCHIS TRUST INTERNATIONAL S.A.*

G. Birchen

*Administrateur*

Référence de publication: 2007121703/29/30.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01272. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Interportfolio II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 49.512.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires («l'assemblée»)  
tenue au siège social de la société le lundi 3 septembre 2007 à 11.00 heures*

*Résolution 5*

L'Assemblée décide:

- de reconduire le mandat d'administrateur de Messieurs Patrice Crochet et Maxime Vermesse, et
- de nommer Madame Véronique Georges, Responsable du Support Logistique et Administratif - Validation et Contrôle Qualité des Produits, BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, au poste d'administrateur,

pour un terme d'un an venant à échéance à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires en 2008.

*Résolution 6*

L'Assemblée renouvelle le mandat du Réviseur d'Entreprises, PricewaterhouseCoopers, Luxembourg, pour un terme d'un an devant expirer à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires en 2008.

Pour copie conforme

BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES - Succursale de Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2007121592/3085/24.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ01835. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Noumismo Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 127.658.

Changement suivant le contrat de cession de parts du 17 juillet 2007:

- Ancienne situation associé unique:

ECOREAL S.A.: ..... 250 parts sociales

Nouvelle situation associé unique:

Parts sociales

Monsieur Guy Friedgen, directeur, né le 19 mai 1969 à 250 parts sociales Luxembourg, demeurant  
à D-81667 Munich (Allemagne), Innere Wiener Str. 11 ..... 250 parts sociales

Total ..... 250 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2007.

Pour NOUMISMO INVESTMENTS S.à r.l.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A

Signatures

Référence de publication: 2007121724/29/22.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01280. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Summa Gestion S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 35.231.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires et par le conseil d'administration  
en date du 17 septembre 2007*

1. Le mandat d'administrateur de Monsieur Jürg Kocher a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

2. Le mandat d'administrateur de Monsieur James E. Fischer a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

3. Le mandat d'administrateur de Monsieur Charles Foster a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

4. Le mandat du commissaire aux comptes de la société à responsabilité limitée GESTOR SOCIETE FIDUCIAIRE a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.

5. Monsieur Jürg Kocher a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SUMMA GESTION S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121696/29/25.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01268. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Young Energy Prize S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 111.776.

Constituée suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Tom Metzler, notaire de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 11 novembre 2005, acte publié au Mémorial C no 337 du 15 février 2006. Les statuts ont été modifiés pour la dernière

fois par-devant M<sup>e</sup> Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 août 2007, acte en voie de publication.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour YOUNG ENERGY PRIZE S.A.*

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121806/29/18.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03763. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070139721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Mantra International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 96.897.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 octobre 2003, acte publié au Mémorial C no 1291 du 4 décembre 2003.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour MANTRA INTERNATIONAL S.à r.l.*

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121809/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03768. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070139781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Fortifer S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 121.253.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 27 juin 2007*

*Résolutions*

L'Assemblée ratifie la cooptation comme nouvel administrateur de Monsieur Armand De Biase, décidée par le conseil d'administration lors de sa réunion du 21 mars 2007.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'Assemblée décide de procéder aux nominations statutaires suivantes, pour la période expirant à l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice 2007 comme suit:

*Conseil d'Administration:*

MM. Carlo Santoiemma, employé privé, demeurant à Luxembourg, président

Armand De Biase, employé privé, demeurant à Luxembourg, administrateur;

Mme Sophie Jacquet, employée privée, demeurant à Luxembourg, administrateur.

*Commissaire aux comptes:*

ComCo S.A., 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE

Banque domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2007121626/24/27.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02193. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Blue Moon Investments, Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 106.319.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 8 février 2005, acte  
publié au Mémorial C n° 614 du 25 juin 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour BLUE MOON INVESTMENTS*

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121831/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03814. - Reçu 24 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070139755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Opera Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 67.742.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Hesperange, maintenant à Luxembourg, en date  
du 10 décembre 1998, acte publié au Mémorial C no 161 du 11 mars 1999, modifiée par acte sous seing privé en  
date du 31 décembre 2001, l'avis afférent a été publié au Mémorial C no 1562 du 30 octobre 2002.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour OPERA INVESTMENT S.A.*

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121836/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 10 octobre 2007, réf. LSO-CJ03817. - Reçu 22 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070139752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Flying Events S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7257 Helmsange, 16, rue Millewee.  
R.C.S. Luxembourg B 132.391.

**STATUTS**

L'an deux mille sept, le vingt septembre,

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Ont comparu:

1.- Monsieur Alexandre Rodrigues Lopes, employé privé, né à Guarda (Portugal), le 17 novembre 1981, demeurant à  
L-4041 Esch-sur-Alzette, 7, rue du Brill,

2.- Monsieur Cristiano Marques Da Costa, agent de sécurité, né à Luxembourg, le 10 juillet 1984, demeurant à L-8318  
Capellen, 14A, rue Henri Funck,

3.- Monsieur Daniel Policarpo Silva Santos, mécanicien, né à Luxembourg, le 18 décembre 1980, demeurant à L-1739  
Luxembourg, 9, rue Fernand d'Huart,

4.- Madame Elena Gan-Bouso, employée privée, née à Riotorto (Espagne), le 30 octobre 1962, demeurant à L-7449  
Lintgen, 4, rue des Jardins,

ici représentée par Monsieur Alexandre Rodrigues Lopes, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé datée du 19 septembre 2007,

laquelle procuration, paraphée ne varietur, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec celui-ci.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent con-  
stituer entre eux:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet l'organisation de bals et de concerts.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 3.** La société prend la dénomination de FLYING EVENTS S.à r.l., société à responsabilité limitée.

**Art. 4.** La durée de la société est indéterminée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Helmsange.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre les associés.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,00) chacune.

Les cents (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- Monsieur Alexandre Rodrigues Lopes, employé privé, demeurant à L-4041 Esch-sur-Alzette, 7, rue du Brill, trente-trois parts sociales . . . . .	33
2.- Monsieur Cristiano Marques Da Costa, agent de sécurité, demeurant à L-8318 Capellen, 14A, rue Henri Funk, trente-trois parts sociales . . . . .	33
3.- Monsieur Daniel Policarpo Silva Santos, mécanicien, demeurant à L-1739 Luxembourg, 9, rue Fernand d'Huart, trente-trois parts sociales . . . . .	33
4.- Madame Elena Gan-Bouso, employée privée, demeurant à L-7449 Lintgen, 4, rue des Jardins, une part sociale . . . . .	1
Total: cent parts sociales . . . . .	100

Toutes ces parts ont été immédiatement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce que les associés reconnaissent mutuellement.

**Art. 7.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés.

**Art. 8.** La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

**Art. 9.** Les créanciers personnels, ayants droits ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et à tout moment révocables par l'assemblée des associés.

L'acte de nomination fixera l'étendue des pouvoirs et la durée des fonctions du ou des gérants.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la société.

**Art. 13.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Par dérogation, le premier exercice commencera le jour de la constitution et finira le trente-et-un décembre deux mille sept.

**Art. 14.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

**Art. 15.** Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

**Art. 16.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.



*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué à la somme de mille deux cents euros (EUR 1.200,00).

*Assemblée Générale Extraordinaire*

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à quatre.
- 2.- Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:
  - a) Monsieur Alexandre Rodrigues Lopes, prénommé, gérant technique,
  - b) Madame Elena Gan-Bouso, prénommée, gérante technique,
  - c) Monsieur Cristiano Marques Da Costa, prénommé, gérant administratif,
  - d) Monsieur Daniel Policarpo Silva Santos, prénommé, gérant administratif.

La société se trouve valablement engagée, en toutes circonstances, par la signature individuelle de chaque gérant technique.

3.- L'adresse de la société sera la suivante:

L-7257 Helmsange, 16, rue Millewee.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Rodrigues Lopes, C. Marques da Costa, D. Policarpo Silva Santos, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2007. LAC/2007/28157. — Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

E. Schlessler.

Référence de publication: 2007122946/227/100.

(070141250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**SLATS Global and International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-Rue.

R.C.S. Luxembourg B 132.404.

—  
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twenty fourth of August.

Before Maître Paul Frieders, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. GS GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, Limited Partnership, a limited partnership formed and existing under the laws of the State of Delaware, registered with the Secretary of State of Delaware under registration number 4105157, having its registered office at THE CORPORATION TRUST COMPANY, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, acting through its general partner GS INFRASTRUCTURE ADVISORS 2006, L.C.C., here represented by Florie Gounon, lawyer, having her professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

2. GS INTERNATIONAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, Limited Partnership, an exempted limited partnership formed and existing under the laws of the Cayman Islands, registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under registration number CT-17579, having its registered office at C/O CENTURY YARD, Cricket Square, Hutchins Drive, P.O. Box 2681GT, George Town, Grand Cayman, Cayman Islands, acting through its general partner GS INFRASTRUCTURE ADVISORS 2006, L.C.C., here represented by Florie Gounon, lawyer, having her professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

Which proxies shall be signed ne varietur by the appearing parties and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée, which they declare to form:



### **Title I. Object - Denomination - Registered office - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the law of September 18th, 1933 on limited liability companies, as amended, as well as the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The denomination of the company is SLATS GLOBAL AND INTERNATIONAL S.à r.l.

**Art. 3.** The registered office of the company is established in Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 4.** The company shall have as its business purpose the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, the possession, the administration, the development and the management of its portfolio.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises and may render any assistance by way of loan, guarantees or otherwise to subsidiaries or affiliated companies. The company may borrow in any form.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any financial, movable or immovable, commercial and industrial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Art. 5.** The company is formed for an unlimited period of time.

### **Title II. Capital - Parts**

**Art. 6.** The capital is fixed at ten thousand Pounds Sterling (10,000.- GBP) represented by one million (1,000,000) shares with a nominal value of one cent Pound Sterling (0.01 GBP) each.

The company shall have an authorized capital of fifty million Pounds Sterling (50,000,000.- GBP) represented by five billion (5,000,000,000) shares having a par value of one cent Pound Sterling (0.01 GBP) each.

The Board of Managers is authorised and appointed:

- to increase from time to time the subscribed capital of the company within the limits of the authorised capital, at once or by successive portions, by issuance of new shares with or without share premium, to be paid up in cash, by contribution in kind, by conversion of shareholders' claims, by conversion of convertible preferred equity certificates or other convertible notes or similar instruments or, upon approval of the annual general meeting of shareholders, by incorporation of profits or reserves into capital;

- to determine the place and the date of the issuance or of the successive issuances, the terms and conditions of subscription and payment of the additional shares.

Such authorisation is valid for a period of five years starting from the date of publication of the present deed.

The period of this authority may be extended by resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders, from time to time, in the manner required for amendment of these articles of association.

The Board of Managers is authorised to determine the conditions attached to any subscription for shares. In case of issuance of shares, the Board of Managers of the Company may, in its sole discretion, decide the amounts to be issued.

When the Board of Managers effects a whole or partial increase in capital pursuant to the provisions referred to above, it shall be obliged to take steps to amend this article in order to record the change and the Company's management is authorised to take or authorise the steps required for the execution and publication of such amendment in accordance with the law.

**Art. 7.** Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10 th, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company's retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

**Art. 8.** The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 9.** A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

### **Title III. Management**

**Art. 10.** The company is managed by a Board of Managers, which will be composed of at least three members, who need not be shareholders.

The managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another manager may preside over the meeting.

A manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two managers.

**Art. 11.** The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may pay interim dividends, provided that prior to such authorisation, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more managers, who will be called Managing Director(s).

**Art. 13.** The company is bound by the sole signature of any one manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand Pounds Sterling (10,000.- GBP). For decisions having a value of an amount over ten thousand Pounds Sterling (10,000.- GBP), the company is bound by the joint signature of at least two managers.

**Art. 14.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

#### Title IV. General Meeting of the Shareholders

**Art. 15.** The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of August 10th, 1915 on commercial companies as amended.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

#### Title V. Financial year - Profits - Reserves

**Art. 16.** The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year. Exceptionally the first financial year shall begin on the day of incorporation and close on December 31st, 2007.

**Art. 17.** Each year, as of December 31st, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

**Art. 20.** In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

**Art. 21.** For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the parties refer to the existing laws.

#### *Subscription*

The articles of incorporation having thus been established, the appearing parties declare to subscribe the capital as follows:

	Shares
GS GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, L.P. ....	260,800
GS INTERNATIONAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, L.P. ....	739,200
Total . . . . .	1,000,000

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of 10,000.- GBP (ten thousand pounds sterling) is now available to the company, evidence thereof having been given to the notary.

#### *Valuation and costs*

For registration purposes, the present capital is valued at 14,731.- €.

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the company incurs or for which it is liable by reason of its organisation, is approximately 1,800.- €.

#### *Extraordinary General Meeting*

Immediately after the incorporation of the company, the above-named shareholders took the following resolutions:

1) The number of managers is fixed at four (4).

2) Are appointed as managers for an unlimited period:

1. Gerard Meijssen, Managing Director, born in Monnickendam, The Netherlands on August 29th, 1966, professionally residing at Strawinskylaan 1207,1077 XX Amsterdam, The Netherlands;

2. Christophe Cahuzac, Managing Director, born in Saint-Mard, Belgium, on October 26th, 1972, professionally residing at 9-11, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3. Paul Obey, Executive Director Goldman Sachs, born in Bexley, United Kingdom, on 5 March 1966, professionally residing at Peterborough court, 133 Fleet Street, EC 4A 2BB London, United Kingdom;

4. Marcus Vennekens, Managing Director, born in Ede, The Netherlands, on 28 August 1972, professionally residing at 1161 Strawinskylaan, NL-1077 XX Amsterdam, The Netherlands.

3) The company shall have its registered office at 9 - 11, Grand - Rue, L-1661 Luxembourg.

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by surname, given name, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

#### **Follows the French version:**

L'an deux mille sept, le vingt-quatre août.

Par-devant Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. GS GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, LIMITED PARTNERSHIP, une «limited partnership» constituée et opérant sous le droit de l'Etat du Delaware, immatriculée auprès du «Secretary of State of Delaware» sous le numéro d'immatriculation 4105157 ayant son siège social au THE CORPORATION TRUST COMPANY, Corporation Trust Center, New Castle County, 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware 19801, USA, agissant par l'intermédiaire de son «general partner» GS INFRASTRUCTURE ADVISORS 2006, L.L.C., ici représentée par Florie Gounon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

2. GS INTERNATIONAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, LIMITED PARTNERSHIP, une «limited partnership» constituée et opérant sous le droit des Iles Cayman, immatriculée auprès du Registre des «Limited Partnerships» dans les Iles Cayman sous le numéro d'immatriculation CT-17579, ayant son siège social à CENTURY YARD, Cricket Square, Hutchins Drive, P.O. Box 2681GT, George Town, Grand Cayman, Iles Cayman, agissant par l'intermédiaire de son «general partner» GS INFRASTRUCTURE ADVISORS 2006, L.L.C., ici représentée par Florie Gounon, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui conférée sous seing privé.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par la personne représentant les comparants susnommés et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont déclaré vouloir constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts:

#### **Titre 1<sup>er</sup> . Objet - Dénomination - Siège social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La dénomination de la société est SLATS GLOBAL AND INTERNATIONAL S.à r.l.

**Art. 3.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées. La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, commerciales et industrielles qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

## **Titre II. Capital - Parts**

**Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à dix mille Pounds Sterling (10.000,- GBP) divisé en un million (1.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale de un centime de Pound Sterling (0,01 GBP) chacune, entièrement souscrites et libérées.

La Société aura un capital social autorisé de cinquante millions Pounds Sterling (50.000.000,- GBP) représenté par cinq milliards (5.000.000.000) de parts sociales ayant une valeur nominale d'un centime de Pound Sterling (0,01 GBP) chacune.

Le Conseil de Gérance est autorisé à, et mandaté pour:

- augmenter le capital social de la société dans les limites du capital autorisé, en une seule fois ou par tranches successives, par émission de parts sociales nouvelles avec ou sans prime d'émission, à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par conversion de créances, par conversion de titres préférentiels convertibles ou d'autres titres convertibles ou instruments similaires ou, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération de parts sociales nouvelles;

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte.

La durée de cette autorisation peut être étendue par décision de l'associé unique ou, selon le cas, par l'assemblée générale des associés, statuant comme en matière de modification des présents statuts.

Le Conseil de Gérance est autorisé à déterminer les conditions de souscription des parts sociales. En cas d'émission de parts sociales, le Conseil de Gérance de la Société peut décider, à sa seule discrétion, du total des émissions.

Lorsque le Conseil de Gérance effectue une augmentation partielle ou totale de capital conformément aux dispositions mentionnées ci-dessus, il sera obligé de prendre les mesures nécessaires pour modifier cet article afin de constater cette modification et la gérance de la Société est autorisée à prendre ou à autoriser toutes les mesures requises pour l'exécution et la publication de telle modification conformément à la loi.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peut être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.

A moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

**Art. 8.** La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

## **Titre III. Administration**

**Art. 10.** La société est administrée par un Conseil de Gérance qui sera composé de trois membres au moins, associés ou non.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre gérant présent.

Chaque gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents

à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux gérants.

**Art. 11.** Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs gérants qui prendront la dénomination de gérants-délégués.

**Art. 13.** La société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille Pounds Sterling (10.000,- GBP). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille Pounds Sterling (10.000,- GBP), la société est engagée par les signatures conjointes d'au moins deux gérants.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Titre IV. Assemblée Generale des Associés**

**Art. 15.** L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

#### **Titre V. Année comptable - Profits - Réserves**

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence en date du jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.

**Art. 17.** Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.



**Art. 18.** Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédant l'assemblée générale annuelle.

**Art. 19.** Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

**Art. 20.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

#### *Souscription*

Les statuts ayant été établis, les comparants déclarent vouloir souscrire le total du capital de la manière suivante:

	Parts sociales
GS GLOBAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, L.P. ....	260.800
GS INTERNATIONAL INFRASTRUCTURE PARTNERS I, L.P. ....	739.200
Total .....	<u>1.000.000</u>

Les parts sociales ont été entièrement libérées à hauteur d'un montant de 10.000,- GBP (dix mille pounds sterling) par un apport en numéraire de sorte que cette somme est à la disposition de la société à partir de ce moment tel qu'il a été certifié au notaire instrumentaire.

#### *Evaluation et frais*

Pour les besoins de l'enregistrement, le présent capital est évalué à 14.731,- €.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société, ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à 1.800,- €.

#### *Assemblée Generale Extraordinaire*

Après que les statuts aient été rédigés, les associés prénommés ont immédiatement tenu une assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre de gérants est fixé à quatre (4).
- 2) Sont nommés gérants pour une période indéterminée:

1. Gerard Meijssen, Managing Director, né à Monnickendam, Pays-Bas, le 29 août 1966, demeurant professionnellement à Strawinskylaan 1207, 1077 XX Amsterdam, Pays-Bas;

2. Christophe Cahuzac, Managing Director, né le 26 octobre 1972 à Saint-Mard, Belgique, demeurant professionnellement à 9-11 Grand-Rue, L-1661 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg;

3. Paul Obey, Executive Director Goldman Sachs, né à Bexley, Royaume-Uni, le 5 mars 1966, demeurant professionnellement à Peterborough court, 133 Fleet Street, EC 4A 2BB London, Royaume-Uni;

4. Marcus Vennekens, Managing Director, né à Ede, Pays-Bas, le 28 août 1972, demeurant professionnellement au 1161 Strawinskylaan, NL-1077 XX Amsterdam, Pays-Bas.

- 3) Le siège social de la société est établi à L-1661 Luxembourg, 9-11, Grand-Rue.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, ladite comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Gounon, P. Frieders.

Enregistré à Luxembourg, le 3 septembre 2007, LAC/2007/24569. — Reçu 147,31 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 15 octobre 2007.

P. Frieders.

Référence de publication: 2007122957/212/407.

(070141370) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Oberrheinische Beteiligungsgesellschaft für das Verlagswesen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 121.145.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007122497/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00372. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Agave S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 111.102.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AGAVE S.A.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007122652/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04123. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Amesys Benelux, Société à responsabilité limitée,  
(anc. Artware Benelux).**

Siège social: L-1543 Luxembourg, 45, boulevard Pierre Frieden.

R.C.S. Luxembourg B 109.017.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2007.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2007122649/1091/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02257. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Canford Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 16.805.

—  
*Extrait des décisions prises lors de l'Assemblée Générale des actionnaires  
et par le conseil d'administration en date du 1<sup>er</sup> octobre 2007*

1. Le mandat d'administrateur de Madame Monique Juncker venu à échéance n'a pas été renouvelé.
2. Le mandat d'administrateur de Monsieur Robert Hovenier venu à échéance n'a pas été renouvelé.
3. Le mandat d'administrateur de la société anonyme MONTEREY SERVICES S.A. venu à échéance n'a pas été renouvelé.
4. Monsieur Cornelius Martin Bechtel, administrateur de sociétés, né à Emmerich (Allemagne), le 11 mars 1968, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
5. Monsieur Gérard Birchen, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 13 décembre 1961, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
6. Monsieur Sinan Sar, administrateur de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 5 juin 1980, demeurant professionnellement à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, a été nommé comme administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
7. Le mandat du commissaire aux comptes de la société à responsabilité limitée COMCOLUX S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 58.545, avec siège social à L-1331 Luxembourg, 67, boulevard Grande-Duchesse Charlotte a été renouvelé jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2013.
8. Monsieur Cornelius Martin Bechtel, prénommé, a été nommé comme président du conseil d'administration.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

Pour extrait sincère et conforme

Pour CANFORA HOLDING S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007122495/29/33.

Enregistré à Luxembourg, le 4 octobre 2007, réf. LSO-CJ01870. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**East Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 102.105.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;

122754

- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007122469/655/26.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00395. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Cranjo Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R.C.S. Luxembourg B 132.381.

—  
STATUTES

In the year two thousand and seven, on the third day of October.

Before the undersigned Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- NEWFOUNDLAND INTERNATIONAL LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, U.S.A., filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4285611,

here represented by Mr Alexandre Gobert, maître en droit, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Geneva, on 2 July 2007.

- WINNIPEG INTERNATIONAL LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, U.S.A., filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4285606,

here represented by Mr Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy, given in Geneva, on 2 July 2007.

- YUKON INTERNATIONAL LLC, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Delaware, United States of America, having its registered office at 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, U.S.A., filed with the Secretary of State of the State of Delaware under number 4285609,

here represented by Mr Alexandre Gobert, previously named, by virtue of a proxy, given in Geneva, on 2 July 2007.

The said proxies, initialled *ne varietur* by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacities, have required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which they declare organized among themselves and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Definitions**

In this articles of association, the following words and expression set out below and starting with a capital letter shall have the following meaning, unless the context otherwise requires or unless otherwise specified:

«Affiliate» means, in respect of any Person (in this definition, such Person being referred to as the «Subject Person»), (i) any other Person, directly or indirectly, Controlling, Controlled by, or under direct or indirect common Control with, the Subject Person; or (ii) any Person under the direct or indirect Control of the same group of Persons as own and Control the Subject Person, in substantially the same ownership proportions;

«Control» of a Person (in this definition referred to as the «Subject Person») by another Person or group of Persons means:

(a) where the Subject Person is a corporation, such other Person or group of Persons owns all of the securities of such Subject Person and controls the management of such Subject Person;

(b) where the Subject Person is a limited partnership, such other Person, or the Persons in such group, is/are the sole general partner(s) of such Subject Person;

(c) where the Subject Person is a trust and the trustees have discretionary powers in respect of the trust assets, such other Person (or group of Persons) has the right to elect or appoint all of the trustees of such trust and such Person, or the Persons in such group, is/are the sole beneficiary(ies) of such trust; and

(d) where the Subject Person is a Person other than a corporation, limited partnership or trust referred to in any of clauses (a) to (c) above, such other Person or group of Persons controls such Subject Person if it possesses, directly or indirectly, all of the ownership interest in such Subject Person and has the power to determine the policies and conduct of the management of such Subject Person;

In addition a Person who Controls another Person is deemed to Control any Person which is Controlled, or deemed to be Controlled, by such other Person. The words «Controlled» and «Controlling» have corresponding meanings;

«Person» means an individual, a corporation, a general partnership, a limited partnership, a trust (including, without limitation, a testamentary trust) and an estate of a deceased Person.

### **B. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the «Law»), as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The Company will assume the name of CRANJO HOLDINGS S.à r.l.

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager or the board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

### **C. Share capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred and twenty-five euro (EUR 12,525.-) represented by five hundred and one (501) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** Except in case of transfer to an Affiliate, any transfer of shares of the Company is subject to the approval of such transfer given by the partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

**Art. 11.** Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

### **D. Management**

**Art. 12.** The Company is managed by one (1) or several managers, who need not to be partners.

In case of several managers, the board of managers will be composed of at least two (2) managers of category A and one (1) manager of category B.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The manager(s) is (are) appointed by the sole partner, or as the case may be, the partners, who fix

(es) the term of its/ their office. He (they) may be dismissed freely at any time by the sole partner, or as the case may be, the partners.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one manager, by the joint signatures of one (1) manager of category A and of one (1) manager of category B.

**Art. 13.** In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by e-mail via PDF, or by facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No notice shall be required in case all the managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in case of resolutions by circular means approved and signed by all the managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by e-mail, via PDF, or by facsimile another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least two (2) managers of category A and one (1) manager of category B are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting, provided however that such majority shall include at least two (2) managers of category A and one (1) manager of category B.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, sent by e-mail, via PDF, or by facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed by sending the original copy. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 14.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

**Art. 15.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 16.** The manager(s) do not assume, by reason of its/their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

**Art. 17.** The manager or the board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

#### **E. Decisions of the sole partner - Collective decisions of the partners**

**Art. 18.** Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 19.** Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners representing two thirds of the share capital at least.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 20.** In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the Law.

#### **F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 21.** The Company's year commences on the first January and ends on the thirty-first December of the same year.

**Art. 22.** Each year on the thirty-first December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 23.** Five per cent (5 %) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10 %) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

### G. Dissolution - Liquidation

**Art. 24.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

**Art. 25.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

#### *Subscription and Payment*

The shares have been subscribed, in the following order, as follows:

1. NEWFOUNDLAND INTERNATIONAL LLC, prenamed one hundred and sixty-seven shares . . . . .	167
2. WINNIPEG INTERNATIONAL LLC, prenamed one hundred and sixty-seven shares . . . . .	167
3. YUKON INTERNATIONAL LLC, prenamed one hundred and sixty-seven shares . . . . .	167
Total: five hundred and one shares . . . . .	501

All the shares so subscribed have been fully paid up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred and twenty-five euro (EUR 12,525.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall terminate on 31 December 2007.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred euro.

#### *General meeting of partners*

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have unanimously passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
2. The following persons are appointed as managers of the Company for an undetermined period of time and will belong to the following categories of managers:
  - Mr Jose Kalach Atri, executive, born on 17 October 1960 in Mexico D.F., residing at Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Estado de Mexico, Mexico, Manager of Category A;
  - Mr Rafael Kalach Atri, executive, born on 14 October 1957 in Mexico D.F., residing at Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Estado de Mexico, Mexico, Manager of Category A;
  - Mr Alfredo Kalach Atri, executive, born on 28 March 1967 in Mexico D.F., residing at Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Estado de Mexico, Mexico, Manager of Category A;
  - Mr J. Bradley Unsworth, director, born on 10 April 1959 in Kentville (Canada), residing at Pasteurstraat 11, 1097 ER Amsterdam, The Netherlands, Manager of Category B;
  - Mr Kuy-Ly Ang, managing director, born on 16 February 1967 in Phnom Penh (Cambodia), residing at 154, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Manager of Category B;
  - Mrs Sylvia Infanger, office administrator, born on 5 April 1957 in Fribourg (Switzerland), residing at 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, Manager of Category B.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their name, first name, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.



### Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le trois octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- NEWFOUNDLAND INTERNATIONAL LLC, une limited liability company constituée et existant selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, Etats-Unis d'Amérique, inscrite auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 4285611,

ici représentée par Monsieur Alexandre Gobert, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Genève, le 2 juillet 2007.

- WINNIPEG INTERNATIONAL LLC, une limited liability company constituée et existant selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, Etats-Unis d'Amérique, inscrite auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 4285606,

ici représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Genève, le 2 juillet 2007.

- YUKON INTERNATIONAL LLC, une limited liability company constituée et existant selon les lois du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social 3500 South DuPont Highway, Dover, Delaware 19901, Etats-Unis d'Amérique, inscrite auprès du Secretary of State of the State of Delaware sous le numéro 4285609,

ici représentée par Monsieur Alexandre Gobert, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Genève, le 2 juillet 2007.

Les procurations signées ne varient par les comparants et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

#### A. Définitions

Dans les présents statuts, les mots et expression ci-dessous et commençant par une majuscule auront les significations suivantes, à moins qu'il en soit déterminé autrement ci-dessous:

«Affilié» signifie, relativement à toute Personne (dans cette définition, une telle Personne sera désignée en tant que «Personne Sujet») (i) toute autre Personne, directement ou indirectement, Contrôlant, Contrôlée par, ou sous la Contrôle commun directe ou indirecte avec, la Personne Sujet; ou (ii) toute Personne sous le Contrôle direct ou indirect du même groupe de Personnes qui possède et Contrôle la Personne Sujet, dans sensiblement les mêmes proportions de détention;

«Contrôle» d'une Personne (dans cette définition désignée sous le nom «Personne Sujet») par une autre Personne ou un groupe de Personnes signifie:

(a) lorsque la Personne Sujet est une société, cette autre Personne ou groupe de Personnes détient tous les titres de la Personne Sujet et contrôle la gestion de cette Personne Sujet;

(b) lorsque la Personne Sujet est une société en commandite, cette autre Personne, ou les Personnes est/sont les associés commandités d'une telle Personne Sujet;

(c) lorsque la Personne Sujet est une fiducie et les fiduciaires ont des pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne les actifs de la fiducie, une telle autre Personne (ou groupe de Personnes) a le droit d'élire ou nommer tous les fiduciaires d'une telle fiducie et d'une telle Personne, ou les Personnes dans un tel groupe, est/sont les seuls bénéficiaires d'une telle fiducie; et

(d) lorsque la Personne Sujet est une Personne autre qu'une société, société en commandite ou fiducie visée à aux clauses (a) à (c) ci-dessus, une telle autre Personne ou groupe de Personnes contrôle une telle Personne Sujet si elle possède, directement ou indirectement, tout les intérêts d'une telle Personne Sujet soumise et a le droit de déterminer la politique et la conduite de la gestion d'une telle Personne Sujet;

De plus, une Personne qui Contrôle une autre Personne est considérée Contrôler toute Personne qui est Contrôlée, ou considéré comme étant Contrôlée, par une telle autre Personne. Les mots «Contrôlé» et «Contrôlant» ont les significations correspondantes;

«Personne» signifie un individu, une société, une société en nom collectif, une société en commandite, une fiducie (y compris, sans limitation, une fiducie testamentaire) et la succession d'une Personne décédée.

#### B. Objet - Durée - Dénomination - Siège

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre



manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination de CRANJO HOLDINGS S.à r.l.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.

Il peut être créé, par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par le conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

### C. Capital social - Parts sociales

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 12.525,-) représenté par cinq cent une (501) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Sauf en cas de transfert à un Affilié, tout transfert de parts sociales de la Société est sujet à l'approbation d'un tel transfert donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

**Art. 11.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

### D. Gérance

**Art. 12.** La Société est gérée par un (1) ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance sera composé d'au moins deux (2) gérants de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants sont nommés par l'associé unique ou, le cas échéant, par les associés, fixant la durée de leur mandat. Il(s) est/ont librement et à tout moment révocable(s) par l'associé unique ou, selon le cas, les associés.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature du gérant unique ou, lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe d'un (1) gérant de catégorie A et d'un (1) gérant de catégorie B.

**Art. 13.** Lorsqu'il y a plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit, par e-mail via PDF ou par télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale

ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. Aucun avis n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lors de l'adoption d'une résolution par voie circulaire approuvée et signée par tous les gérants.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par e-mail via PDF ou par télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins deux (2) gérants de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion à condition que cette majorité inclue au moins deux (2) gérants de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, envoyés par e-mail via PDF, ou par télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer en envoyant la copie originale, le tout constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 14.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

**Art. 15.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 16.** Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 17.** Le gérant ou le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

#### **E. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés**

**Art. 18.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 19.** Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les deux tiers du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 20.** Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la Loi.

#### **F. Année sociale - Bilan - Répartition**

**Art. 21.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

**Art. 22.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 23.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10 %) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

#### **G. Dissolution - Liquidation**

**Art. 24.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 25.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi.

### Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1. NEWFOUNDLAND INTERNATIONAL LLC, pré-qualifiée cent soixante-sept parts sociales . . . . .	167
2. WINNIPEG INTERNATIONAL LLC, pré-qualifiée cent soixante-sept parts sociales . . . . .	167
3. YUKON INTERNATIONAL LLC, pré-qualifiée cent soixante-sept parts sociales . . . . .	167
Total: cinq cent une parts sociales . . . . .	501

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cent vingt-cinq euros (EUR 12.525,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

### Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2007.

### Frais

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué environ à mille sept cents euros.

### Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
2. Sont nommés gérants de la Société pour une durée indéterminée et appartiendront aux catégories de gérance suivantes:
  - Monsieur Jose Kalach Atri, dirigeant d'entreprises, né le 17 octobre 1960 à Mexico D.F., demeurant à Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Etat de Mexico, Mexique, Gérant de Catégorie A;
  - Monsieur Rafael Kalach Atri, dirigeant d'entreprises, né le 14 octobre 1957 à Mexico D.F., demeurant à Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Etat de Mexico, Mexique, Gérant de Catégorie A;
  - Monsieur Alfredo Kalach Atri, dirigeant d'entreprises, né le 28 mars 1967 à Mexico D.F., demeurant à Ingenieros Militares N ° 2, Naucalpan de Juarez, CP 53380, Etat de Mexico, Mexique, Gérant de Catégorie A;
  - Monsieur J. Bradley Unsworth, administrateur, né le 10 avril 1959 à Kentville (Canada), demeurant Pasteurstraat 11, 1097 ER Amsterdam, Pays-Bas, Gérant de Catégorie B;
  - Monsieur Kuy-Ly Ang, managing director, né le 16 février 1967 à Phnom Penh (Cambodge), demeurant 154, rue Albert Uden, L-2652 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, Gérant de Catégorie B;
  - Madame Sylvia Infanger, office administrator, née le 5 avril 1957 à Fribourg (Suisse), demeurant 24-28, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, Gérant de Catégorie B.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signés le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Gobert, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 8 octobre 2007, Relation: EAC/2007/12222. — Reçu 125,25 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 octobre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007122967/239/413.

(070141011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

### Financière V.P.I., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 44.377.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINANCIERE V.P.I.  
SERVICES GENERAUX DE GESTION S.A.  
Signatures

Référence de publication: 2007122654/795/14.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04119. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Fidicor S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 44.324.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 24 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 24 septembre 2007

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007122472/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00393. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**MEAG Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 127.482.

Im Jahre zweitausendsieben, am neunten August.

Vor Uns dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitze in Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

MEAG MUNICH ERGO KAPITALANLAGEGESELLSCHAFT mbH., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts, mit Sitz in D-80333 München, Oskar-von-Miller-Ring, 18, eingetragen im Handelsregister unter der Nummer HRB 132989,

vertreten durch Herrn Pierre-Alexandre Delagardelle, avocat, mit Berufsanschrift in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche am 13. Juli 2007 in München gegeben wurde (die «Alleinige Gesellschafterin»).

Die Vollmacht, die ne varietur durch die Komparentin und den unterzeichneten Notar unterschrieben wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um sie bei den Formalitäten der Registrierung vorlegen zu können.

Die Komparentin ist die alleinige Gesellschafterin der MEAG LUXEMBOURG S.à.r.l., mit Sitz in L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, eingetragen im Handelsregister Luxembourg B 127.482 (die «Gesellschaft»), gegründet durch Akte des unterzeichneten Notars am 30. April 2007, welche Akte am 29. Mai 2007 im Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 990, Seite 47517 veröffentlicht wurde.

Die Komparentin, in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft, ersuchte den unterzeichneten Notar, den folgenden Beschluss zur Änderung der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, Artikel 10, zweiter Absatz der Satzung der Gesellschaft durch einen zusätzlichen Satz zu vervollständigen, um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Ein Verwaltungsratsmitglied kann sich durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen, das dazu durch Brief, Telegramm oder Telefax bevollmächtigt wurde. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten».

Weiterhin trifft die Alleinige Gesellschafterin folgende Beschlüsse, welche keinen Einfluss auf die Satzung der Gesellschaft haben:

*Zweiter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder von zurzeit 4 (vier) auf 5 (fünf) zu erhöhen.

*Dritter Beschluss*

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, Frau Sandra Müller, Immobilienökonom, geschäftsansässig in L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activités Syrdall, auf unbestimmte Dauer zum Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zu ernennen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Person, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe Person zusammen mit dem beurkundenden Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. A. Delagardelle, J.-J. Wagner.

Einregistriert in Esch an der Alzette, am 16. August 2007. Relation: EAC/2007/10023. - Erhalten 12 Euro.

Der Einnehmer (gezeichnet): Santioni.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beles, den 21. September 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007122416/239/48.

(070141001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Waterfall Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 95.010.

L'an deux mille sept, le vingt-huit septembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme WATERFALL FINANCE S.A., ayant son siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, R.C.S. Luxembourg section B numéro 95.010, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 25 juillet 2003, publié au Mémorial C numéro 909 du 4 septembre 2003,

ayant un capital social de trente-deux mille euros (32.000,- EUR), représenté par trois cent vingt (320) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Françoise Hübsch, employée privée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée et contrôlée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation de capital par apport en numéraire à concurrence de € 68.000,- pour le porter de son montant actuel de € 32.000,- à € 100.000,-.

2. Démission des Administrateurs et du Commissaire aux comptes de la société.

3. Limitation de la durée de vie de la société au 31 décembre 2050.
4. Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie à Bologna, via Santo Stefano n.71, et adoption par la société de la nationalité italienne.
5. Modification de dénomination sociale en WATERFALL FINANCE SpA.
6. Approbation de la situation comptable au 25 septembre 2007.
7. Refonte complète des statuts de la société afin de les adapter à la législation italienne.
8. Désignation des Administrateurs et Commissaires aux comptes pour un mandat prenant fin en 2009.
9. Pouvoirs à accorder aux Administrateurs d'accomplir l'ensemble des formalités subséquentes au transfert du siège à Bologna.
10. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante-huit mille euros (68.000,- EUR), pour le porter de son montant actuel de trente-deux mille euros (32.000,- EUR) à cent mille euros (100.000,- EUR), par la création et l'émission de six cent quatre-vingts (680) actions nouvelles de cent euros (100,- EUR) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

*Souscription - Libération*

Les six cent quatre-vingts (680) actions nouvellement émises ont été intégralement souscrites avec l'accord de tous les actionnaires par la société à responsabilité de droit italien CN Srl, ayant son siège social à I-40125 Bologna, Via Santo Stefano 71, CF. 02701991206.

Le montant de soixante-huit mille euro (68.000,- EUR) a été apporté en numéraire de sorte que le prédit montant se trouve dès à présent à la libre disposition de la société anonyme WATERFALL FINANCE S.A., ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs de la société à savoir Messieurs Bruno Beernaerts, Alain Lam et Patrick Moinet et du commissaire aux comptes de la société à savoir la société à responsabilité limitée FIDEI FIDUCIAIRE SARL et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de fixer la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2050.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social, statutaire et administratif de la société de L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, à I-40125 Bologna, via Santo Stefano 71 (Italie), et de faire adopter par la société la nationalité italienne, selon la loi italienne.

L'assemblée décide que le transfert du siège ne devra pas donner lieu à la constitution d'une nouvelle société, même du point de vue fiscal et constate que cette résolution est conforme à la directive du Conseil de la CEE en date du 17 juillet 1969 et aux dispositions des articles 4 et 50 du D.P.R. du 26 avril 1986, numéro 131.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en WATERFALL FINANCE S.p.A.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable de la société au 25 septembre 2007.

Ladite situation comptable, signée ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

*Septième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

«STATUTO

**Art. 1. Denominazione.**

1. La società è denominata: WATERFALL FINANCE S.p.A.



**Art. 2. Sede.**

2. La società ha sede in I-40125 Bologna, via Santo Stefano 71.

L'organo amministrativo ha facoltà di trasferire la sede all'interno dello stesso comune, istituire o sopprimere unità locali operative, quali a titolo esemplificativo e non esaustivo, succursali, agenzie, filiali, uffici senza stabile rappresentanza in Italia e all'estero.

Spetta invece ai soci deliberare la istituzione, il trasferimento e la soppressione di sedi secondarie o il trasferimento della sede in un Comune diverso da quello sopra indicato. Queste ultime delibere, in quanto modifiche statutarie, rientrano nella competenza dell'assemblea dei soci.

**Art. 3. Oggetto.**

3. La società ha per oggetto:

a) l'assunzione, sia diretta che indiretta, di interessenze e partecipazioni in società, imprese o altre entità, costituite o costituende, anche con sede all'estero;

b) la compravendita, il possesso, e la gestione di titoli pubblici o privati, italiani ed esteri;

c) la compravendita, la permuta, il possesso, la gestione e l'amministrazione di beni immobiliari.

La Società ha altresì per oggetto lo svolgimento, non nei confronti del pubblico ma esclusivamente nei confronti delle società controllanti e delle società controllate o collegate ai sensi dell'art.2359 del Codice Civile, delle seguenti attività:

- Concessioni di finanziamenti sotto qualsiasi forma;

- Intermediazione di cambi;

- Servizi di incasso, pagamento e trasferimento fondi, con conseguente addebito ed accredito dei relativi oneri ed interessi.

Essa potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali e finanziarie che saranno ritenute utili e necessarie per l'esplicazione dello scopo sociale, potrà assumere essenze e partecipazioni in altre società od imprese aventi oggetto analogo od affine o comunque connesso al proprio, sempre nell'ambito dei limiti normativi di cui sopra, e potrà prestare avalli, fidejussioni ed ogni altra garanzia anche reale a favore di terzi.

Essa potrà acquistare, vendere, permutare beni immobili e compiere tutte le operazioni relative ai medesimi, inclusa la locazione finanziaria passiva, sia mobiliare che immobiliare.

Sono tassativamente escluse:

- la sollecitazione del pubblico risparmio;

- l'erogazione del credito al consumo, neppure nell'ambito dei propri soci;

- l'attività di intermediazione immobiliare ex legge 3.2.1989 n. 39.

**Art. 4. Durata.**

4. La durata della società è stabilita sino al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta).

**Art. 5. Domicilio.**

5.1 Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dai libri sociali.

5.2 Ogni socio dovrà, sotto la sua personale responsabilità, notificare tempestivamente alla Società ogni variazione del proprio domicilio, mediante avviso raccomandato; tali variazioni dovranno essere immediatamente trascritte sul libro dei soci a cura dell'organo amministrativo.

**Art. 6. Capitale e azioni.**

6. Il capitale sociale è di Euro 100.000,- (centomila virgola zerozero) ed è diviso in numero 100.000 (centomila) azioni del valore nominale di Euro 1,- (uno virgola zerozero) ciascuna.

Le azioni sono rappresentate da titoli azionari.

**Art. 7. Strumenti finanziari.**

7.1 La società, con delibera da assumersi da parte dell'assemblea straordinaria con le maggioranze di cui all'articolo 21 del presente statuto, può emettere strumenti finanziari forniti di diritti patrimoniali o di diritti amministrativi, escluso il diritto di voto nell'assemblea generale degli azionisti.

7.2 I titolari degli strumenti finanziari hanno diritto di nominare un componente indipendente del consiglio di amministrazione, mediante delibera della loro assemblea speciale assunta ai sensi dell'articolo 29 del presente statuto.

**Art. 8. Obbligazioni.**

8.1 La società può emettere obbligazioni convertibili e non convertibili.

8.2 L'organo amministrativo nel deliberare, con le modalità di cui all'articolo 2436 c.c., l'emissione di un prestito obbligazionario è tenuto a rispettare il dettato dell'art. 2412 C.C.

8.3 I titolari di obbligazioni debbono scegliere un rappresentante comune.

All'assemblea degli obbligazionisti si applicano in quanto compatibili le norme dell'articolo 29 del presente statuto.



### **Art. 9. Patrimoni destinati.**

9.1 La società può costituire patrimoni destinati ad uno specifico affare ai sensi degli articoli 2447-bis e ss. c.c.

9.2 La deliberazione costitutiva è adottata dal consiglio di amministrazione ai sensi dell'articolo 37.5 del presente statuto.

### **Art. 10. Finanziamenti.**

10. La società potrà acquisire dai soci finanziamenti a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

### **Art. 11. Trasferimento delle azioni.**

11. Le azioni sono trasferibili alle condizioni di seguito indicate.

11.1.1 La clausola contenuta in questo articolo intende tutelare gli interessi della società alla omogeneità della compagine sociale, alla coesione dei soci ed all'equilibrio dei rapporti tra gli stessi: pertanto vengono disposte le seguenti limitazioni per il caso di trasferimento di azioni.

11.1.2 Per «trasferimento» si intende il trasferimento per atto tra vivi di azioni o di diritti di opzione. Ove indicato azioni deve comunque leggersi «azioni e diritti di opzione».

11.1.3 Nella dizione «trasferimento per atto tra vivi» s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno le azioni versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore, come in seguito meglio specificato.

11.1.4 Il trasferimento a qualsiasi titolo a discendenti e ascendenti in linea retta, il trasferimento a causa di morte, l'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione, da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non sono soggetti a quanto disposto dal presente articolo.

11.1.5 Nella dizione «trasferimento a causa di morte» si intendono comprese la successione legittima o testamentaria, a titolo universale o particolare, a persona fisica socia.

11.1.6 Nell'ipotesi di trasferimento di azioni per atto tra vivi eseguito senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare le azioni con effetto verso la società.

11.2.2.1 Pertanto il socio che intende vendere o comunque trasferire in tutto o in parte le proprie azioni dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata all'organo amministrativo: l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento. L'organo amministrativo, entro 5 (cinque) giorni dal ricevimento della raccomandata, comunicherà l'offerta agli altri soci, che dovranno esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire all'organo amministrativo la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata alle poste non oltre 15 (quindici) giorni dalla data di ricevimento (risultante dal timbro postale) della comunicazione da parte dell'organo amministrativo;

b) le azioni dovranno essere trasferite entro 15 (quindici) giorni dalla data in cui l'organo amministrativo avrà comunicato al socio offerente - a mezzo raccomandata da inviarsi entro 5 (cinque) giorni dalla scadenza del termine di cui sub. a) - l'accettazione dell'offerta con l'indicazione dei soci accettanti, della ripartizione tra gli stessi delle azioni offerte, della data fissata per il trasferimento e del notaio o dell'intermediario a tal fine designato dagli acquirenti.

11.2.2.2 Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, le azioni offerte spetteranno ai soci interessati in proporzione alla partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

11.2.2.3 Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

11.2.3 La comunicazione dell'intenzione di trasferire le azioni formulata con le modalità indicate equivale a «invito a proporre». Pertanto il socio che effettua la comunicazione, dopo essere venuto a conoscenza della proposta contrattuale (ai sensi dell'articolo 1326 c.c.) da parte del destinatario della denuncia, avrà la possibilità di non prestare il proprio consenso alla conclusione del contratto.

11.2.4.1 La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

11.2.4.2 A meno che non si sia in presenza di una concreta offerta d'acquisto di terzi comunicata come previsto al precedente punto 11.2.2.1, in caso di offerta d'acquisto ai restanti soci, qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro. Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di un unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi, come in seguito precisato.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico arbitratore, esso sarà nominato dal Presidente dell'ordine dei Dottori Commercialisti della Circostrizione in cui ha sede legale la società, su richiesta della parte più diligente.

11.2.5.1 Nell'effettuare la sua determinazione l'arbitratore dovrà tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni ottenibili da un terzo potenziale acquirente, e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione a un eventuale «premio di maggioranza» per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società;

11.2.5.2 qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse inferiore di non oltre il 10% al prezzo dell'offerta d'acquisto, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'arbitratore;

11.2.5.3 qualora il prezzo stabilito dall'arbitratore risultasse inferiore di oltre il 10% al prezzo offerto dal potenziale acquirente, il socio che intende procedere al trasferimento avrà facoltà di offrirla a terze parti dandone notizia all'organo amministrativo a mezzo raccomandata con ricevuta di ritorno, che sarà inoltrata in copia anche a tutti i soci che abbiano esercitato la prelazione, nel termine di 10 (dieci) giorni dal ricevimento della sopra citata determinazione dell'arbitratore. L'offerta d'acquisto a terzi potrà essere perfezionata nei successivi 90 giorni al prezzo non accettato dai soci nell'esercizio del diritto di prelazione, altrimenti, oltre detto termine sia l'offerta che la comunicazione di esercizio della prelazione si intenderanno prive di effetto. Ove il socio offerente non si avvalga di tale facoltà, il trasferimento a favore dei soci aventi diritto di prelazione avverrà al prezzo determinato dall'arbitratore;

11.2.5.4 il costo dell'arbitratore sarà a carico:

a) dei soci aventi diritto di prelazione che abbiano dichiarato di non accettare il prezzo, in proporzione alle rispettive partecipazioni, qualora il prezzo determinato dall'arbitratore non sia inferiore di oltre il 10% al prezzo richiesto;

b) del socio offerente, qualora il prezzo determinato dall'arbitratore sia inferiore di oltre il 10% al prezzo richiesto ed egli si sia avvalso della facoltà di desistere, senza perfezionare alcuna cessione a terzi;

c) per metà dei soci aventi diritto di prelazione che abbiano dichiarato di non accettare il prezzo, in proporzione alle rispettive partecipazioni, e per metà del socio offerente, qualora il prezzo determinato dall'arbitratore sia inferiore di oltre il 10% al prezzo richiesto ma il socio offerente abbia perfezionato nei successivi 90 (novanta) giorni la cessione al prezzo richiesto, con terze parti.

11.2.6.1 Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per la totalità delle azioni offerte, poiché tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente; qualora nessun socio intenda acquistare le azioni offerte ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di esse, il socio offerente sarà libero di trasferire tutte le azioni all'acquirente indicato nella comunicazione entro giorni 30 (trenta) dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci.

11.2.6.2 Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati per la totalità delle azioni offerte, il socio offerente, ove non intenda accettare l'esercizio della prelazione limitato ad una parte delle azioni stesse, sarà libero di trasferire la totalità delle azioni all'acquirente indicato nella comunicazione entro giorni 30 (trenta) dal giorno di ricevimento della comunicazione stessa da parte dei soci, ovvero, ove accetti l'esercizio della prelazione per parte delle azioni, potrà entro lo stesso termine di 30 (trenta) giorni trasferire tale numero di azioni al socio che ha esercitato la prelazione, alle condizioni che saranno concordate con lo stesso.

Ove il trasferimento al socio non si verifichi nel termine suindicato, il socio offerente dovrà nuovamente conformarsi alle disposizioni di questo articolo.

11.2.7 Il diritto di prelazione spetta ai soci anche quando si intenda trasferire la nuda proprietà delle azioni. Il diritto di prelazione non spetta per il caso di costituzione di pegno od usufrutto.

11.2.8 Nel caso di vendita congiunta di azioni da parte di più soci la prelazione dovrà considerarsi efficacemente esercitata solo se avrà ad oggetto tutte le azioni poste in vendita.

11.4 Le azioni trasferite per successione legittima o testamentaria non dovranno essere offerte in prelazione.

## **Art. 12. Recesso.**

12.1 Hanno diritto di recedere i soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la modifica della clausola dell'oggetto sociale, quando consente un cambiamento significativo dell'attività della società;
- b) la trasformazione della società;
- c) il trasferimento della sede sociale all'estero;
- d) la revoca dello stato di liquidazione;
- e) la modifica dei criteri di determinazione del valore dell'azione in caso di recesso;
- f) le modificazioni dello statuto concernenti i diritti di voto o di partecipazione;
- g) l'eliminazione di una o più cause di recesso previste all'articolo 12.2 del presente statuto.

Qualora la società sia soggetta ad attività di direzione e coordinamento ai sensi degli articoli 2497 e seguenti c.c., spetterà altresì ai soci il diritto di recesso nelle ipotesi previste dall'articolo 2497-quater c.c.

I soci hanno altresì diritto di recedere in relazione al disposto dell'articolo 21.2 del presente statuto (introduzione e soppressione di clausole compromissorie).

12.2 Compete il diritto di recesso ai soci che non hanno concorso all'approvazione delle deliberazioni riguardanti:

- a) la proroga del termine;

b) l'introduzione, la modifica o la rimozione di vincoli alla circolazione dei titoli azionari.

12.3 Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera inviata con lettera raccomandata.

La raccomandata deve essere inviata entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle imprese della delibera che legittima il recesso, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento, del numero e della categoria delle azioni per le quali il diritto di recesso viene esercitato.

Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una delibera, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta all'organo amministrativo.

Le azioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute e, se emesse, devono essere depositate presso la sede sociale.

Dell'esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia se, entro novanta giorni, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

12.4 Il socio ha diritto alla liquidazione delle azioni per le quali esercita il recesso.

Il valore delle azioni è determinato dagli amministratori, sentito il parere dell'organo di controllo, tenuto conto della consistenza patrimoniale della società e delle sue prospettive reddituali, nonché dell'eventuale valore di mercato delle azioni.

I soci hanno diritto di conoscere la determinazione del valore sopra indicato nei quindici giorni precedenti la data fissata per l'assemblea.

Ciascun socio ha diritto di prendere visione della determinazione di valore di cui sopra e ottenerne copia a sue spese.

Qualora il socio che esercita il recesso, contestualmente alla dichiarazione di esercizio del recesso si opponga alla determinazione del valore da parte dell'organo amministrativo, il valore di liquidazione è determinato, entro novanta giorni dall'esercizio del diritto di recesso tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione ha sede la società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica l'articolo 1349, comma primo c.c.

12.5 Gli amministratori offrono in opzione le azioni del socio recedente agli altri soci in proporzione al numero delle azioni possedute.

Se vi sono obbligazioni convertibili, il diritto d'opzione spetta anche ai possessori di queste in concorso con i soci, sulla base del rapporto di cambio.

L'offerta di opzione è depositata presso il registro delle imprese entro quindici giorni dalla determinazione definitiva del valore di liquidazione, prevedendo un termine per l'esercizio del diritto d'opzione non inferiore a trenta giorni e non superiore a 60 (sessanta) giorni dal deposito dell'offerta.

Coloro che esercitano il diritto d'opzione, purchè ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nell'acquisto delle azioni che siano rimaste inoperte.

Le azioni inoperte possono essere collocate dall'organo amministrativo anche presso terzi.

In caso di mancato collocamento delle azioni, le azioni del socio che ha esercitato il diritto di recesso vengono rimborsate mediante acquisto dalla società utilizzando riserve disponibili anche in deroga a quanto previsto dall'articolo 2357, comma terzo c.c.,

Qualora non vi siano utili o riserve disponibili, deve essere convocata l'assemblea straordinaria per deliberare la riduzione del capitale sociale o lo scioglimento della società.

Alla deliberazione di riduzione del capitale sociale si applicano le disposizioni dell'articolo 2445, comma secondo, terzo e quarto c.c.; ove l'opposizione sia accolta la società si scioglie.

### **Art. 13. Unico socio.**

13.1 Quando le azioni risultano appartenere ad una sola persona o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori, ai sensi dell'articolo 2362 c.c., devono depositare per l'iscrizione nel registro delle imprese una dichiarazione contenente l'indicazione del cognome e nome o della denominazione, della data e luogo di nascita o di costituzione, del domicilio o della sede e cittadinanza dell'unico socio.

13.2 Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori ne devono depositare la dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

13.3 L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

13.4 Le dichiarazioni degli amministratori devono essere riportate entro trenta giorni dall'iscrizione nel libro dei soci e devono indicare la data di tale iscrizione.

### **Art. 14. Soggezione ad attività di direzione e controllo.**

14. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

**Art. 15. Competenze dell'assemblea ordinaria.**

15.1 L'assemblea ordinaria delibera sulle materie ad essa riservate dalla legge e dal presente statuto. In particolare, l'assemblea ordinaria può approvare l'eventuale regolamento dei lavori assembleari.

15.2 Sono inderogabilmente riservate alla competenza dell'assemblea ordinaria:

- a. l'approvazione del bilancio;
- b. la nomina e la revoca degli amministratori; la nomina dei sindaci e del presidente del collegio sindacale e, quando previsto, del soggetto al quale è demandato il controllo contabile;
- c. la determinazione del compenso degli amministratori e dei sindaci, se non è stabilito dallo statuto;
- d. la deliberazione sulla responsabilità degli amministratori e dei sindaci.

**Art. 16. Competenze dell'assemblea straordinaria.**

16.1 Sono di competenza dell'assemblea straordinaria:

- a. le modifiche dello statuto, salvo quanto previsto dall'articolo 31.2 del presente statuto;
- b. la nomina, la sostituzione e la determinazione dei poteri dei liquidatori;
- c. l'aumento o riduzione del capitale sociale, l'assegnazione di azioni non proporzionale ai versamenti, la creazione di particolari categorie di azioni; l'emissione degli strumenti finanziari di cui all'articolo 7 del presente statuto;
- d. l'emissione di prestiti obbligazionari convertibili di cui all'articolo 8 del presente statuto;
- e. la costituzione di patrimoni destinati di cui all'articolo 9 del presente statuto;
- f. le altre materie ad essa attribuite dalla legge.

16.2 Le competenze attribuite all'organo amministrativo dall'articolo 31.2 del presente statuto sono esclusive e non possono essere esercitate dall'assemblea, se non previa delibera di modifica dello statuto stesso.

**Art. 17. Convocazione dell'assemblea.**

17.1 L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo almeno una volta all'anno, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure entro centottanta giorni, qualora la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato e qualora lo richiedano particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società.

17.2 L'assemblea può essere convocata anche fuori dal Comune in cui è posta la sede sociale, purchè nel territorio di un altro stato membro della Unione Europea.

17.3 In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, oppure mediante provvedimento del tribunale su richiesta di tanti soci che rappresentino almeno un decimo del capitale sociale.

17.4 L'avviso di convocazione deve indicare:

- il luogo in cui si svolge l'assemblea nonché i luoghi eventualmente ad esso collegati per via telematica;
- la data e l'ora di convocazione dell'assemblea;
- le materie all'ordine del giorno;
- se sia ammesso il voto per corrispondenza e le modalità di comunicazione del contenuto delle delibere, ai sensi dell'articolo 28.2 del presente statuto;
- le altre menzioni eventualmente richieste dalla legge.

17.5 L'assemblea viene convocata mediante avviso comunicato ai soci con avviso raccomandato ricevuto almeno otto giorni prima dell'assemblea, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo, fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal libro dei soci (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi simili, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio e che risultino espressamente dal libro soci, fermo restando che quelli tra i soci che non intendono indicare un'utenza fax, o un indirizzo di posta elettronica, o revocano l'indicazione effettuata in precedenza, hanno diritto di ricevere la convocazione a mezzo raccomandata).

**Art. 18. Assemblee di seconda convocazione.**

18.1 Nell'avviso di convocazione potrà essere prevista una data di seconda convocazione per il caso in cui nell'adunanza precedente l'assemblea non risulti legalmente costituita. Le assemblee in seconda convocazione devono svolgersi entro trenta giorni dalla data indicata nella convocazione per l'assemblea di prima convocazione.

18.2 L'assemblea di seconda convocazione non può tenersi il medesimo giorno dell'assemblea di precedente convocazione.

**Art. 19. Assemblea totalitaria.**

19.1 Anche in mancanza di formale convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita quando è rappresentato l'intero capitale sociale e partecipa all'assemblea la maggioranza dei componenti dell'organo amministrativo e dei componenti dell'organo di controllo.

19.2 In tale ipotesi ciascuno dei partecipanti può opporsi alla discussione (ed alla votazione) degli argomenti sui quali non si ritenga sufficientemente informato.

**Art. 20. Assemblea ordinaria: determinazione dei quorum.**

20.1 Salvo quanto specificamente indicato dal presente statuto, l'assemblea ordinaria in prima convocazione è regolarmente costituita con l'intervento di tanti soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

20.2 Salvo quanto espressamente indicato dal presente statuto, l'assemblea ordinaria in seconda convocazione è regolarmente costituita qualunque sia la parte di capitale sociale rappresentata.

20.3 Confermato quanto sopra non si intende approvata la delibera che rinuncia o che transige sull'azione di responsabilità nei confronti degli amministratori, se consta il voto contrario di almeno un quinto del capitale sociale.

**Art. 21. Assemblea straordinaria: determinazione dei quorum.**

21.1 L'assemblea straordinaria, sia in prima convocazione che in seconda convocazione, è regolarmente costituita e delibera con il voto favorevole di più della metà del capitale sociale.

21.2 L'introduzione e la soppressione di clausole compromissorie devono essere approvate con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi dell'articolo 12 del presente statuto.

**Art. 22. Norme per il computo dei quorum.**

22.1 Nel computo del quorum costitutivo non si considera il capitale sociale rappresentato da azioni prive del diritto di voto.

22.2 Si considerano presenti tutti i soci che al momento della verifica del quorum costitutivo siano identificati dal presidente ed esibiscano almeno una azione, ove siano state emessi i relativi certificati.

22.3 Le azioni proprie e le azioni possedute dalle società controllate sono computate ai fini del calcolo del quorum costitutivo e del quorum deliberativo, ma non possono esercitare il diritto di voto.

22.4 Le altre azioni per le quali non può essere esercitato il diritto di voto sono computate ai fini della regolare costituzione dell'assemblea; le medesime azioni (salvo diversa disposizione di legge) e quelle per le quali il diritto di voto non è esercitato a seguito della dichiarazione del socio di astenersi per conflitto di interessi non sono computate ai fini del calcolo delle maggioranze necessarie all'approvazione della delibera.

**Art. 23. Rinvio dell'assemblea.**

23. I soci intervenuti che rappresentano un terzo del capitale sociale hanno il diritto di ottenere il rinvio dell'assemblea a non oltre cinque giorni, qualora dichiarino di non essere sufficientemente informati sugli argomenti all'ordine del giorno.

**Art. 24. Legittimazione a partecipare alle assemblee ed a votare.**

24.1 I soci (anche ai fini degli adempimenti di cui al terzo comma dell'articolo 2370 c.c.) devono esibire i propri titoli (o certificati) al fine di dimostrare la legittimazione a partecipare ed a votare in assemblea.

24.2 Hanno diritto di voto con qualsiasi metodo venga espresso, gli azionisti muniti del diritto di voto in misura:

- a) non superiore al valore della propria partecipazione e all'ammontare dei titoli legittimativi da essi esibiti ai sensi del comma precedente;
- b) non inferiore ai limiti di cui alla lettera precedente, salvo quanto stabilito all'ultimo comma del presente articolo.

24.3 Ai sensi dell'articolo 2370, terzo comma c.c., gli amministratori, in seguito alla consegna, sono tenuti ad iscrivere nei libri sociali coloro che non risultino essere in essi iscritti.

24.4 I soci che non possono esercitare il diritto di voto hanno comunque il diritto di essere convocati.

**Art. 25. Rappresentanza del socio in assemblea: le deleghe.**

25.1 I soci possono partecipare alle assemblee anche mediante delegati. Essi devono dimostrare la propria legittimazione mediante documento scritto. La società acquisisce la delega agli atti sociali.

25.2 La delega può essere rilasciata anche per più assemblee; non può essere rilasciata con il nome del delegato in bianco ed è sempre revocabile, nonostante ogni patto contrario. Il rappresentante può farsi sostituire solo da chi sia espressamente indicato nella delega.

25.3 Se il socio ha conferito la delega ad un ente giuridico, il legale rappresentante di questo rappresenta il socio in assemblea. In alternativa l'ente giuridico può delegare un suo dipendente o collaboratore, anche se ciò non sia espressamente previsto dalla delega.

25.4 La stessa persona non può rappresentare più di tre soci.

25.5 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo della società.

25.6 Le deleghe non possono essere rilasciate a dipendenti, membri degli organi di controllo o amministrativo delle società controllate.

**Art. 26. Presidente e segretario dell'assemblea. Verbalizzazione.**

26.1 L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico, dal presidente del consiglio di amministrazione, dal Vice Presidente del Consiglio di Amministrazione, o, in mancanza, dalla persona designata dagli intervenuti.

26.2 L'assemblea nomina un segretario anche non socio ed occorrendo uno o più scrutatori anche non soci. Non occorre l'assistenza del segretario nel caso in cui il verbale sia redatto da un notaio.

26.3 Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

26.4 Per quanto concerne la disciplina dei lavori assembleari, l'ordine degli interventi, le modalità di trattazione dell'ordine del giorno, il presidente ha il potere di proporre le procedure che possono però essere modificate con voto della maggioranza assoluta degli aventi diritto al voto.

26.5 Il verbale dell'assemblea deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito e pubblicazione, e deve essere sottoscritto dal presidente, dal segretario o dal notaio.

26.6 Il verbale deve indicare:

- a) la data dell'assemblea;
- b) i partecipanti ed il capitale sociale da ciascuno rappresentato (anche mediante allegato);
- c) le modalità e i risultati delle votazioni;
- d) l'identità dei votanti con la precisazione se abbiano votato a favore, contro, o si siano astenuti, anche mediante allegato;
- e) su espressa richiesta degli intervenuti, la sintesi delle loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

#### **Art. 27. Procedimento assembleare: svolgimento dei lavori.**

27.1 L'assemblea deve svolgersi con modalità tali che tutti coloro che hanno il diritto di parteciparvi possano rendersi conto in tempo reale degli eventi, formare liberamente il proprio convincimento ed esprimere liberamente e tempestivamente il proprio voto. Le modalità di svolgimento dell'assemblea non possono contrastare con le esigenze di una corretta e completa verbalizzazione dei lavori.

27.2 E' ammesso il voto per corrispondenza, la cui disciplina è contenuta nell'articolo 28.2 del presente statuto.

27.3 L'assemblea può riunirsi mediante teleconferenza o videoconferenza, ove precisato nell'avviso di convocazione. Nell'avviso di convocazione dovranno essere indicati i luoghi audio o video collegati a cura della società nei quali gli intervenuti potranno affluire.

Le condizioni essenziali per la validità dell'assemblea in tele o videoconferenza sono le seguenti:

- che sia consentito al Presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- che tutti i partecipanti possano essere identificati e sia loro consentito di seguire la discussione, di intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati e di partecipare alla votazione simultanea degli argomenti all'ordine del giorno;
- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione.

Verificandosi tali presupposti, l'assemblea si considera tenuta nel luogo in cui si trova il presidente e dove deve pure trovarsi il segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Qualora nell'ora prevista per l'inizio dell'assemblea non fosse tecnicamente possibile il collegamento con i luoghi in tele o video conferenza, l'assemblea non sarà valida e dovrà essere riconvocata per una data successiva.

Nel caso in cui, in corso di assemblea, per motivi tecnici venisse sospeso il collegamento con uno o più luoghi tele o video collegati, e lo stesso collegamento non venisse ripristinato entro 15 (quindici) minuti, la riunione verrà dichiarata sospesa dal presidente dell'assemblea e saranno considerate valide le deliberazioni adottate sino al momento della sospensione.

In caso di contestazioni, potrà essere utilizzata, dal presidente e dal segretario dell'assemblea, quale prova della presenza dei soci, dell'andamento della riunione e delle deliberazioni, la registrazione della tele o video conferenza.

27.4 In applicazione dei principi di cui al primo comma del presente articolo, nel caso in cui sia ammesso il voto per corrispondenza, il testo della delibera da adottare deve essere preventivamente comunicato ai soci che votano per corrispondenza, in modo da consentire loro di prenderne visione tempestivamente prima di esprimere il proprio voto.

#### **Art. 28. Modalità di voto.**

28.1 Il voto segreto non è ammesso. Il voto non riconducibile ad un socio è un voto non espresso.

28.2 Il voto per corrispondenza è disciplinato come segue:

- a) possono votare per corrispondenza i soci che ne abbiano fatto richiesta scritta da conservarsi agli atti sociali e da annotare sul libro soci;
- b) l'organo sociale o il tribunale che convocano l'assemblea debbono precisare nella convocazione se il voto per corrispondenza è ammesso. In nessun caso è ammesso il voto per corrispondenza per la delibera sulla azione di responsabilità nei confronti degli amministratori;



c) in caso di voto per corrispondenza sono considerati presenti tutti i soci che abbiano adempiuto alle formalità di cui all'articolo 24 del presente statuto e abbiano inviato nei termini la propria scheda di voto;

d) il testo della delibera da approvare o delle diverse proposte di delibera su cui votare deve essere riportato integralmente sulla scheda di voto;

e) se le schede di voto non sono allegate alla comunicazione della convocazione della assemblea, la convocazione deve indicare con quali modalità i soci possano richiedere ed ottenere le schede per l'esercizio del voto per corrispondenza, nei termini necessari per un informato esercizio del diritto di voto;

f) il conto delle schede di voto per corrispondenza avviene:

- al momento della costituzione dell'assemblea al fine di verificare che sussista il quorum costitutivo;

- al momento della espressione del voto da parte dei soci, al fine di verificare che sussista il quorum deliberativo;

g) per il caso di modifica o integrazione delle proposte sottoposte all'assemblea, il titolare del diritto che ha espresso il voto può preventivamente manifestare la propria volontà, scegliendo fra l'astensione, il voto contrario e l'adesione alle proposte di voto espresse dal consiglio di amministrazione o da altro azionista;

h) le schede dei voti espressi per corrispondenza vanno conservate agli atti sociali;

i) nel caso di voto espresso per corrispondenza occorre disporre un adeguato sistema di comunicazione delle delibere assunte dall'assemblea, al fine di agevolare i soci astenuti o dissenzienti nell'esercizio dei propri diritti.

### **Art. 29. Assemblee speciali.**

29.1 Se esistono più categorie di azioni o strumenti finanziari muniti del diritto di voto, ciascun titolare ha diritto di partecipare nella assemblea speciale di appartenenza.

29.2 Le disposizioni dettate dal presente statuto in materia di assemblea e di soci, con riferimento al procedimento assembleare, si applicano anche alle assemblee speciali e alle assemblee degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto.

29.3 L'assemblea speciale:

a) nomina e revoca il rappresentante comune ed il proprio presidente, che può avere anche la funzione di rappresentante comune nei confronti della società;

b) approva o rigetta le delibere dell'assemblea generale che modificano i diritti degli azionisti appartenenti a categorie speciali, degli obbligazionisti e dei titolari di strumenti finanziari muniti del diritto di voto;

c) delibera sulla proposta di concordato preventivo e di amministrazione controllata;

d) delibera sulla creazione di un fondo comune per la tutela degli interessi comuni degli obbligazionisti, degli azionisti appartenenti a categorie speciali e dei titolari di strumenti finanziari muniti di diritti di voto e ne approva il rendiconto;

e) delibera sulle controversie con la società e sulle relative transazioni e rinunce;

f) delibera sulle altre materie di interesse comune.

29.4 La convocazione della assemblea speciale avviene su iniziativa del suo presidente, dell'organo amministrativo della società o quando ne facciano richiesta tante persone che siano rappresentative di un ventesimo dei voti esprimibili nell'assemblea stessa.

29.5 La procedura della assemblea speciale è disciplinata dalle norme contenute nel presente statuto con riferimento alla assemblea della società.

29.6 La società, ove sia titolare di azioni o di obbligazioni, non può partecipare alla assemblea speciale.

29.7 Amministratori e sindaci hanno il diritto di partecipare senza voto alla assemblea speciale.

29.8 Le delibere della assemblea speciale sono impugnabili ai sensi degli articoli 2377 e 2379 c.c.

29.9 Ai soci spetta altresì il diritto di agire individualmente, laddove la assemblea speciale non abbia deliberato in merito.

29.10 Al rappresentante comune, se eletto, si applicano gli articoli 2417 e 2418 c.c.

29.11 La forma e le maggioranze delle assemblee speciali sono quelle delle assemblee straordinarie.

### **Art. 30. Annullamento delle deliberazioni assembleari.**

30. L'azione di annullamento delle delibere può essere proposta dai soci che non abbiano votato a favore della delibera assunta, quando possiedono, anche congiuntamente, il cinque per cento del capitale sociale avente il diritto di voto con riferimento alla deliberazione impugnabile.

### **Art. 31. Competenza e poteri dell'organo amministrativo.**

31.1 La gestione dell'impresa spetta esclusivamente agli amministratori, i quali compiono le operazioni necessarie per l'attuazione dell'oggetto sociale, ferma restando la necessità di specifica autorizzazione nei casi richiesti dalla legge.

31.2 Sono inoltre attribuite all'organo amministrativo le seguenti competenze:

a) la delibera di fusione nei casi di cui agli articoli 2505, 2505-bis, 2506-ter ultimo comma c.c.;

b) l'istituzione e soppressione di sedi secondarie;

c) l'indicazione di quali amministratori abbiano la rappresentanza della società;

d) la riduzione del capitale sociale in caso di recesso del socio;



- e) l'adeguamento dello statuto sociale a disposizioni normative;
- f) il trasferimento della sede sociale in altro comune del territorio nazionale;
- g) la riduzione del capitale qualora risulti perduto oltre un terzo del capitale sociale e la società abbia emesso azioni senza valore nominale.

**Art. 32. Divieto di concorrenza.**

32. Gli amministratori non sono tenuti all'osservanza del divieto di concorrenza sancito dall'articolo 2390 c.c.

**Art. 33. Composizione dell'organo amministrativo.**

33. La società è amministrata da un amministratore unico o da un consiglio di amministrazione composto da 3 (tre) a 9 (nove) membri.

**Art. 34. Nomina e sostituzione dell'organo amministrativo.**

34.1 Spetta all'assemblea ordinaria provvedere alla determinazione del numero dei membri dell'organo amministrativo.

34.2 Gli amministratori durano in carica per il periodo stabilito alla loro nomina e comunque non oltre tre esercizi e sono rieleggibili. Essi scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo all'ultimo esercizio della loro carica.

34.3.1 Se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori, gli altri provvedono a sostituirli con deliberazione approvata dal collegio sindacale, purchè la maggioranza sia sempre costituita da amministratori nominati dall'assemblea (o nell'atto costitutivo). Gli amministratori così nominati restano in carica fino alla successiva assemblea.

34.3.2.1 Qualora venga meno anche la maggioranza degli amministratori nominati dall'assemblea (o nell'atto costitutivo), quelli rimasti in carica devono convocare l'assemblea per la sostituzione degli amministratori mancanti.

34.3.2.2 Gli amministratori così nominati scadono insieme a quelli in carica all'atto della loro nomina.

34.3.3 Qualora vengano a cessare l'amministratore unico o tutti gli amministratori, l'assemblea per la nomina dell'amministratore o dell'intero consiglio deve essere convocata d'urgenza dal collegio sindacale, il quale può compiere nel frattempo gli atti di straordinaria amministrazione.

34.4 Il venire meno della sussistenza dei requisiti di legge costituisce causa di immediata decadenza dell'amministratore.

**Art. 35. Presidente del consiglio di amministrazione.**

35.1 Il consiglio di amministrazione, nella prima adunanza successiva alla sua nomina, elegge tra i propri membri un presidente ed un Vice Presidente, ove non vi abbia provveduto l'assemblea.

35.2 Il presidente del consiglio di amministrazione, il vice presidente e l'amministratore delegato se nominato, convocano il consiglio di amministrazione, ne fissano l'ordine del giorno, ne coordinano i lavori e provvedono affinché adeguate informazioni sulle materie iscritte all'ordine del giorno vengano fornite a tutti i consiglieri.

35.3 Il consiglio nomina un segretario anche al di fuori dei suoi membri.

**Art. 36. Organi delegati.**

36.1 Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti di cui all'articolo 2381 c.c., parte delle proprie attribuzioni ad uno o più dei suoi componenti, determinandone i poteri e la relativa remunerazione.

36.2 Il consiglio può altresì disporre che venga costituito un comitato esecutivo del quale fanno parte di diritto, oltre ai consiglieri nominati a farne parte, anche il presidente, nonché tutti i consiglieri muniti di delega.

Il consiglio, con la propria delibera di istituzione del comitato esecutivo, può determinare gli obiettivi e le modalità di esercizio dei poteri delegati.

36.3 Al consiglio spetta comunque il potere di controllo e di avocare a sé le operazioni rientranti nella delega, oltre che il potere di revocare le deleghe.

36.4 Non possono essere attribuite agli organi delegati le competenze di cui all'articolo 2381, comma quarto c.c.

36.5 Gli organi delegati sono tenuti a riferire al consiglio di amministrazione ed all'organo di controllo gestionale con cadenza almeno trimestrale.

36.6 Possono essere altresì nominati direttori generali e procuratori, determinandone i poteri.

**Art. 37. Delibere del consiglio di amministrazione.**

37.1 Il consiglio si raduna nel luogo indicato nell'avviso di convocazione, nella sede sociale o altrove, tutte le volte che ciò sia ritenuto necessario dal presidente, dal collegio sindacale o anche da uno solo dei consiglieri di amministrazione.

37.2 La convocazione è fatta almeno 5 (cinque) giorni prima della riunione con lettera da spedire mediante fax, telegramma o posta elettronica.

37.3 Nei casi di urgenza la convocazione può essere fatta con lettera da spedire mediante fax, telegramma o posta elettronica, con preavviso di almeno 2 (due) giorni.

37.4 Le modalità di convocazione non devono rendere intollerabilmente onerosa la partecipazione alle riunioni, sia per i consiglieri, che per i sindaci.

37.5 Il consiglio, salvo quanto stabilito dal presente Statuto o dalla Legge, è validamente costituito con la presenza della maggioranza degli amministratori in carica e delibera:

- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei consiglieri presenti;
- con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei suoi componenti, qualora si intenda costituire un patrimonio destinato ad uno specifico affare ai sensi dell'articolo 9 del presente statuto.

I consiglieri astenuti o che si siano dichiarati in conflitto di interessi non sono computati ai fini del calcolo della maggioranza (quorum deliberativo).

37.6 Il consiglio può riunirsi e validamente deliberare anche mediante mezzi di telecomunicazione, purchè sussistano le garanzie di cui all'articolo 27.1 del presente statuto.

37.7 Il consiglio di amministrazione è validamente costituito qualora, anche in assenza di formale convocazione, siano presenti tutti i consiglieri in carica e tutti i membri del collegio sindacale.

37.8 Le riunioni del consiglio sono presiedute dal presidente ovvero dal vice presidente, ovvero ancora dall'amministratore più anziano per carica o, in subordine, per età.

37.9 Il voto non può essere dato per rappresentanza.

#### **Art. 38. Rappresentanza sociale.**

38.1 La rappresentanza della società spetta all'amministratore unico o al presidente del consiglio di amministrazione ed, in caso di assenza o impedimento di questo, al Vice Presidente.

38.2 Spetta altresì ai consiglieri muniti di delega del consiglio.

#### **Art. 39. Remunerazione degli amministratori.**

39.1 Ai membri del consiglio di amministrazione spettano il rimborso delle spese sostenute per ragione del loro ufficio ed un compenso determinati dall'assemblea ordinaria all'atto della nomina.

39.2 La remunerazione degli amministratori investiti della carica di Presidente, Vice Presidente, amministratore o consigliere delegato è stabilita dal consiglio di amministrazione, sentito il parere del collegio sindacale, nel rispetto dei limiti massimi determinati dall'assemblea.

39.3 L'assemblea può determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

#### **Art. 40. Collegio sindacale.**

40.1 Il collegio sindacale vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento ed esercita altresì il controllo contabile.

40.2 L'assemblea elegge il collegio sindacale, costituito da tre sindaci effettivi e due supplenti, ne nomina il presidente e determina per tutta la durata dell'incarico il compenso dei presenti.

40.3 Per tutta la durata del loro incarico i sindaci debbono possedere i requisiti di cui all'articolo 2399 c.c..

La perdita di tali requisiti determina la immediata decadenza del sindaco e la sua sostituzione con il sindaco supplente più anziano.

40.4 I sindaci scadono alla data dell'assemblea convocata per l'approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica. La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto dal momento in cui il collegio è stato ricostituito.

40.5 Il collegio sindacale si riunisce almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci. Esso è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci e delibera con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei sindaci.

40.6 Le riunioni possono tenersi anche con l'ausilio di mezzi telematici, nel rispetto delle modalità di cui all'articolo 27.1 del presente statuto.

#### **Art. 41. Bilancio e utili.**

41.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

41.2 Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione azionaria da ciascuno posseduta, salvo che l'assemblea non deliberi ulteriori accantonamenti a fondi di riserva straordinaria.

#### **Art. 42. Scioglimento e liquidazione.**

42.1 La società si scioglie per le cause previste dalla legge, e pertanto:

- a) per il decorso del termine;
- b) per il conseguimento dell'oggetto sociale o per la sopravvenuta impossibilità a conseguirlo, salvo che l'assemblea, all'uopo convocata entro

30 (trenta) giorni, non deliberi le opportune modifiche statutarie;

- c) per l'impossibilità di funzionamento o per la continuata inattività dell'assemblea;

- d) per la riduzione del capitale al di sotto del minimo legale, salvo quanto è disposto dall'articolo 2447 c.c.;
- e) nell'ipotesi prevista dall'articolo 2437-quater c.c.;
- f) per deliberazione dell'assemblea straordinaria;
- g) per le altre cause previste dalla legge.

42.2 In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 (trenta) giorni dal loro verificarsi.

42.3 L'assemblea straordinaria, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- a) il numero dei liquidatori;
- b) in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- c) a chi spetta la rappresentanza della società;
- d) i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- e) gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

#### **Art. 43. Clausola compromissoria.**

43.1 Qualsiasi controversia dovesse insorgere tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbia ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale, ad eccezione di quelle nelle quali la legge prevede l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, dovrà essere risolta da un arbitro nominato dal Presidente dell'Ordine dei Dottori Commercialisti della Circostrizione in cui ha sede legale la società, il quale dovrà provvedere alla nomina entro 30 (trenta) giorni dalla richiesta fatta dalla parte più diligente. Nel caso in cui il soggetto designato non vi provveda nel termine previsto, la nomina sarà richiesta, dalla parte più diligente, al Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

La sede del collegio arbitrale sarà presso il domicilio dell'arbitro.

43.2 L'arbitro dovrà decidere entro 45 (quarantacinque) giorni dalla nomina. L'arbitro deciderà in via irrituale secondo equità.

43.3 Resta fin d'ora stabilito irrevocabilmente che le risoluzioni e determinazioni dell'arbitro vincoleranno le parti.

43.4 Le spese dell'arbitrato saranno a carico della parte soccombente, salvo diversa decisione dell'arbitro.

43.5 Sono soggette alla disciplina sopra prevista anche le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativi al rapporto sociale.

43.6 Per quanto non previsto, si applicano le disposizioni del decreto legislativo 17 gennaio 2003, n.5.

43.7 Si applica il disposto dell'articolo 21.2 del presente statuto.»

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide:

1.- de nommer comme nouveaux administrateurs de la société:

- Monsieur Aldo Hugo Sallustro, né à Buenos Aires (Argentine), le 26 novembre 1949, citoyen italien, avec adresse professionnelle à I-40125 Bologna, via Santo Stefano 71 (Italie), président et administrateur délégué;

- Madame Anna Baroni, née à Bologna (Italie), le 31 janvier 1955, citoyenne italienne, avec adresse professionnelle à I-40125 Bologna, via Santo Stefano 71 (Italie), administrateur;

- Monsieur Gian Oddone Merli, né à Cremona (Italie), le 27 juin 1955, citoyen italien, avec adresse professionnelle à I-40125 Bologna, via Santo Stefano 71 (Italie), administrateur.

2.- de nommer comme nouveaux commissaires de la société:

1) Président du collège des commissaires:

- Dott.ssa Paola Facchinelli, née à Bolzano (Italie), le 5 septembre 1965, domiciliée à I-40013 Castel Maggiore (Bologna), Viale Rimembranze 12, citoyenne italienne, inscrite à l'Ordre des Fiduciaires de Bologna sous le numéro 4039 et au Registre des Réviseurs comptable de Bologne sous le numéro 130474.

2) Commissaires effectifs:

- Rag. Mauro Mimmi, né à Bologna (Italie), le 5 mars 1951 et domicilié à I-40139 Bologna, Via Emilia Levante 15, citoyen italien, inscrit au Registre des Réviseurs comptable en date du 26 mai 1999 publié dans la G.U. numéro 45, IV Serie Speciale, du 8 juin 1999;

- Rag. Maura Semeraro, née à Pesaro (Italie), le 28 novembre 1961 et domiciliée à I-40137 Bologna, via Sarti 9, citoyenne italienne, inscrite au Registre des Réviseurs comptables G.U. numéro 31/bis du 21 avril 1995 (D.M. 12 avril 1995).

3) Commissaires suppléants:

- Rag. Paolo Orlandi, né à Malalbergo (Italie), le 6 juin 1942 et domicilié à I-40051 Altedo (Bologna), via del Corso 23, citoyen italien, inscrit au Registre des Réviseurs comptables G.U. numéro 31/bis du 21 avril 1995 (D.M. 12 avril 1995);

- Rag. Mario Longhi, né à Modena (Italie), le 9 avril 1961 et domicilié à I-40033 Casalecchio di Reno (Bologna), via Cristoni 68, citoyen italien, inscrit au Registre des Réviseurs comptables G.U. numéro 31/bis du 21 avril 1995 (D.M. 12 avril 1995).

Les commissaires effectifs seront rémunérés selon les tarifs prévus dans leurs barèmes professionnels.

*Neuvième résolution*

L'assemblée décide de conférer à Madame Anna Baroni (précitée) et Monsieur Aldo Hugo Sallustro (précité), individuellement ou conjointement, tous pouvoirs en vue de l'exécution matérielle de ce qui a été délibéré supra. En particulier elle leur donne mandat de procéder au dépôt auprès d'un notaire italien, de l'ensemble des documents requis à cet effet, dûment légalisés et munis de l'apostille de La Haye le cas échéant, ainsi que la faculté d'y apporter toute modification requise par les autorités compétentes en vue de l'inscription de la présente au registre des firmes italien, avec consentement exprès à ce que ladite inscription se fasse également en plusieurs actes.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à trois mille huit cent soixante-quinze euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Junglinster, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. Hübsch, A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 octobre 2007, Relation GRE/2007/4194. — Reçu 680 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 3 octobre 2007.

J. Seckler.

Référence de publication: 2007122413/231/711.

(070141033) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Alsace Saveurs S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>.

R.C.S. Luxembourg B 67.310.

L'an deux mille sept, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ALSACE SAVEURS S.A. (numéro d'identité: 1998 22 30 813), avec siège social à L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I<sup>er</sup>, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 67.310, constituée suivant acte reçu par le notaire Tom Metzler, de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 2 décembre 1998, publié au Mémorial C, numéro 87 du 12 février 1999 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Tom Metzler, en date du 12 décembre 2003, publié au Mémorial C, numéro 95 du 23 janvier 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Pascal Collet, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Jean-Marie Weber, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Léon Rentmeister, employé privé, demeurant à Dahl.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Modification de l'exercice social qui commencera désormais le 1<sup>er</sup> octobre et finira le 30 septembre de l'année suivante, et ceci pour la première fois à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

L'exercice social ayant débuté au 1<sup>er</sup> juillet 2007 sera prolongé de façon exceptionnelle jusqu'au 30 septembre 2008.

Modification subséquente de l'article 14 des statuts de la société.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

*Résolution*

L'assemblée décide de modifier l'exercice social qui commencera désormais le 1<sup>er</sup> octobre et finira le 30 septembre de l'année suivante, et ceci pour la première fois à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2008.

L'exercice social ayant débuté au 1<sup>er</sup> juillet 2007 sera prolongé de façon exceptionnelle jusqu'au 30 septembre 2008. En conséquence, l'assemblée décide de modifier l'article 14 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 14.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison des présentes, s'élèvent approximativement à huit cents euros (€ 800,-).

Dont acte, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: P. Collet, J.-M. Weber, L. Rentmeister, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, Relation: CAP/2007/2435. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ney.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 11 octobre 2007.

A. Weber.

Référence de publication: 2007122334/236/51.

(070141283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Simmetria Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 113.037.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2006 de la société SIMMETRIA PARTICIPATIONS S.A. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 septembre 2007.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Cabinet d'Experts Comptables

Signature

Référence de publication: 2007122167/687/16.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2007, réf. LSO-CI10052. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070139852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

**Cegedel Net S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 104.089.

—  
La gestion journalière de la société CEGEDEL NET est assurée par:

Monsieur Carlo Bartocci, directeur 25, rue de Wiltz, L-2734 Luxembourg

Siège social: L-Strassen

Strassen, le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007121990/2846/13.

Enregistré à Luxembourg, le 11 octobre 2007, réf. LSO-CJ04191. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

**Cabrillo Capital I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 9.100,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 118.388.

L'adresse de Monsieur John Loveridge, gérant de la Société, né le 24 janvier 1943 à Guernsey, Channel Islands, est désormais la suivante:

- Maison du Pre, Grand Marais, Vale, Guernsey, GY3 5DU.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2007.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007121983/1035/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02167. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070140164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Worldwide Marketing Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1278 Luxembourg, 2, rue Tony Bourg.

R.C.S. Luxembourg B 29.615.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale extraordinaire tenue au siège social le 12 octobre 2007*

*Première résolution*

L'Assemblée prend note de la démission de Monsieur Jean-Luc Atayi.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer comme nouvel administrateur remplaçant:

- Monsieur Fiorenzo Caponera, administrateur de sociétés, né le 31 décembre 1956 à Fumone (Italie) demeurante L-1128 Luxembourg, 20, Val Saint André.

Le mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu en l'an 2013.

Toutes les résolutions ont été prises à l'unanimité des voix.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Signature.*

Référence de publication: 2007121985/8205/20.

Enregistré à Luxembourg, le 15 octobre 2007, réf. LSO-CJ05437. - Reçu 89 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070140223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

**Culinart S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 73, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 49.371.

Entre les soussignés:

Monsieur Pierre Bretin, retraité, né à Neuilly (France) le 3 février 1936 (matricule 1936 0203 312), demeurant à L-5367 Schuttrange, 73, rue Principale, d'une part

Et

Monsieur Patrick Bretin, cuisinier, né à Luxembourg le 3 juillet 1967 (matricule 1967 0703 250), demeurant à L-5371 Schuttrange, 5 an de Uecht, d'autre part

il a été exposé ce qui suit:

1) Monsieur Pierre Bretin, préqualifié, propriétaire de cent vingt-cinq parts sociales (125) de vingt-quatre euros soixante dix neuf cents (24,79 €) chacune de la société à responsabilité limitée CULINART s.à r.l., cède toutes ses parts sociales à Monsieur Patrick Bretin, préqualifié, ici présent, ce acceptant, au prix de leur valeur nominale, ce dont quittance.



2) Par la présente cession, Monsieur Patrick Bretin, préqualifié, devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour avec tous les droits qui y sont attachés. Il aura droit notamment aux produits des dites parts, qui y sont attachés et qui seront mis en distribution postérieurement à ce jour.

3) Suite à la présente cession, le capital social est réparti comme suit:

Monsieur Patrick Bretin 500 parts sociales

Fait et signé en deux exemplaires, le 9 avril 2007.

Pierre Bretin / Patrick Bretin.

Référence de publication: 2007121988/2065/25.

Enregistré à Luxembourg, le 9 octobre 2007, réf. LSO-CJ03337. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140333) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

### **Cegedel Net S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1445 Strassen, 2, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 104.089.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire de CEGEDEL NET tenue le 16 avril 2007:

- que le conseil d'administration de la société se compose comme suit:

MM. Etienne Schneider, président, L-3762 Tétange, Langertengaass, 110

Marc Adler, administrateur, L-3362 Leudelange, rue de la Montée, 26

Romain Becker, administrateur, L-2510 Luxembourg, rue Schafstrachen, 37

Marcel Braun, administrateur, L-7310 Heisdorf, cité Cegedel, 2

Patrick Colling, administrateur, L-7382 Helmdange, rue Robert Schuman, 35

Patrick Jaans, administrateur, L-7463 Pettingen, rue du Château, 7

Eric Mauer, administrateur, L-7209 Walferdange, 18, rue G.-D. Charlotte

Roland Michel, administrateur, L-2121 Luxembourg, Val des Bons Malades, 230b

Werner Roos, administrateur, D-66424 Homburg, Brandenburgerstrasse 22

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2009.

Siège social:

2, rue Thomas Edison - Strassen

Strassen, le 16 avril 2007.

E. Schneider

*Président du conseil d'administration*

Référence de publication: 2007121991/2846/27.

Enregistré à Luxembourg, le 27 juillet 2007, réf. LSO-CG10605. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

### **Carmel Capital II Sarl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 811.900,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 107.591.

L'adresse de Monsieur John Loveridge, gérant de la Société, né le 24 janvier 1943 à Guernsey, Channel Islands, est désormais la suivante:

- Maison du Pre, Grand Marais, Vale, Guernsey, GY3 5DU.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2007.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007121982/1035/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02171. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

**Carmel Capital IV Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 2.333.100,00.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 120.152.

—  
L'adresse de Monsieur John Loveridge, gérant de la Société, né le 24 janvier 1943 à Guernsey, Channel Islands, est désormais la suivante:

- Maison du Pre, Grand Marais, Vale, Guernsey, GY3 5DU.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 3 octobre 2007.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007121981/1035/18.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02174. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.

---

**Asal S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 43.722.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007122459/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00423. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Atech Corporation S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 69.789.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007122463/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00409. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Atex Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 65.456.

—  
*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007122464/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00407. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

---

**Balouis Trading S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 46.000.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007122465/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00406. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140725) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Jung Country S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4601 Differdange, 22, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 106.687.

Im Jahre zweitausendsieben, den fünfundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Urbain Tholl, mit dem Amtswohnsitz in Mersch.

Ist erschienen:

Dame Patricia Jung, Angestellte, wohnhaft in D-54612 Lasel, Hontheimerstrasse, 6A.

Welche Komparentin den amtierenden Notar ersuchte ihr Nachfolgendes zu beurkunden:

1. Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung JUNG COUNTRY, S.à r.l., mit Sitz in L-3440 Düdelingen, 58, avenue Grande-Duchesse Charlotte, R.C.S.L. Nummer B 106.687, wurde gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den Notar Emile Schlessler, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg, am 8. März 2005, veröffentlicht im Memorial C Blatt 33.455 von 2005 und ihre Statuten wurden abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 27. Februar 2007, veröffentlicht im Mémorial C Blatt 43.575 von 2007.

2. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausendfünfhundert (12.500,-) Euro, eingeteilt in hundert (100) Anteile zu je hundertfünfundzwanzig (125,-) Euro, welche gezeichnet wurden von der Komparentin.

Diese Erschienenene, welche das gesamte Stammkapital vertritt, handelnd an Stelle der ausserordentlichen Generalversammlung, hat folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Die alleinige Gesellschafterin beschliesst, den Sitz der Gesellschaft von Düdelingen nach L-4601 Differdingen, 22, avenue de la Liberté zu verlegen.

Demgemäss wird Artikel 4 Absatz 1 der Satzung der Gesellschaft abgeändert und folgenden Wortlaut erhalten :

«Der Sitz der Gesellschaft ist in Differdingen.»

*Zweiter und letzter Beschluss*

Die Gesellschafterin beschliesst, den Gesellschaftszweck zu erweitern und demgemäss Artikel 2 Absatz 1 der Statuten folgenden Wortlaut zu geben:

«Zweck der Gesellschaft ist der Import, der Export, der Gross- und Einzelhandel von Kleidern, Arbeits- und Sicherheitskleidern, von Sicherheitsschuhen, Sicherheitsausrüstungen, von Schutzhelmen und -brillen, von Arbeitsgeräten im allgemeinen, sowie von Spielzeug.»

*Kosten und Gebühren*

Alle Kosten und Gebühren, dieser Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft und werden abgeschätzt auf achthundert (€ 800,-) Euro.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Mersch, in der Amtsstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehendem an die Komparentin, dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. Jung, U. Tholl.

Enregistré à Mersch, le 26 septembre 2007, Relation: MER/2007/1309. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial erteilt, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, den 10. Oktober 2007.

U. Tholl.

Référence de publication: 2007122411/232/44.

(070141204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Blu Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 82.385.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'administration tenue en date du 20 septembre 2007*

Le Conseil d'administration accepte la démission de Monsieur Sébastien Schaack, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- LUX BUSINESS MANAGEMENT S.à r.l. ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- LUX KONZERN S.à r.l., ayant son siège social 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg;
- Monsieur Fabio Spadoni, employé privé, avec adresse professionnelle 5, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 septembre 2007

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007122466/655/25.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00403. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070140720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Prointent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.

R.C.S. Luxembourg B 87.719.

Im Jahre zweitausendsieben, den zweiten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Henri Beck, Notar mit dem Amtswohnsitz in Echternach.

Sind erschienen:

1.- Herr Jörg Scheunert, Kaufmann, wohnhaft in L-6758 Grevenmacher, 4, rue Victor Prost.

2.- Herr Steffen Scheunert, Kaufmann, wohnhaft in D-54292 Trier, Petrusstrasse 7,

hier vertreten durch Herrn Jörg Scheunert, vorbenannt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 1. Oktober 2007,

welche Vollmacht, von dem Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, und dem amtierenden Notar ne varietur unterzeichnet, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleiben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, erklärten dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung PROINTENT S.à r.l. sind, mit Sitz in L-6758 Grevenmacher, 4, rue Victor Prost, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 87.719 (NIN 2002 2407 954).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph Gloden, mit dem Amtswohnsitze in Grevenmacher, am 6. Juni 2002, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1226 vom 20. August 2002.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500,-) beläuft, eingeteilt in zweihundertfünfzig (250) Anteile, mit einem Nominalwert von je fünfzig Euro (€ 50,-), zugeteilt wie folgt:

1.- Herr Jörg Scheunert, vorbenannt, ein hundert fünfundzwanzig Anteile . . . . .	125
2.- Herr Steffen Scheunert, vorbenannt, ein hundert fünfundzwanzig Anteile . . . . .	125
Total: zweihundertfünfzig Anteile . . . . .	250

Alsdann haben die Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes zu beurkunden:

*Erster Beschluss*

Die Gesellschafter, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, beschliessen den Sitz der Gesellschaft von Grevenmacher nach Wecker zu verlegen, und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 5 der Statuten wie folgt abzuändern:

**Art. 5. Sitz. (Absatz 1).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wecker.

*Zweiter Beschluss*

Die Gesellschafter, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, legen die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. Scheunert, H. Beck.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007. Relation: ECH/2007/1186. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé):* Miny.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 15. Oktober 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007122410/201/46.

(070141225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2007.

**Toyfin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 36.174.

Par décision du Conseil d'Administration tenu le 3 octobre 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, il a été décidé de:

- Accepter la démission de Monsieur Fabio Mastrosimone né le 13 février 1978, à Rome en Italie, résidant professionnellement au 180, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur.

- Copter comme nouvel administrateur, avec effet immédiat, Madame Emanuela Corvasce, née le 31 octobre 1975 à Barletta en Italie, résidant professionnellement au 19/21, boulevard du Prince Henri à L-1724 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance de celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TOYFIN S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007121627/24/19.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02194. - Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé):* G. Reuland.

(070140145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2007.